

ESP-2
001651

Les journaux de Fredericton et la
Confédération (1864 - 1867)

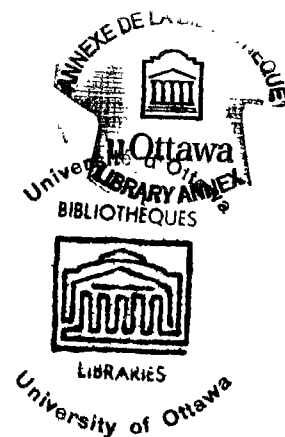
par

Hectorine Frenette-Cloutier

Thèse présentée à l'Ecole des Etu-
des Supérieures de l'Université
d'Ottawa en vue de l'obtention de
la Maîtrise ès Arts (histoire).

Ottawa, 1972

© Hectorine Frenette-Cloutier, Ottawa 1972



UMI Number: EC55313

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55313
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

A V A N T - P R O P O S

Durant les trois années qui ont précédé la Confédération, le Nouveau-Brunswick a été le champ d'une lutte serrée entre deux camps dont l'un en faveur et l'autre opposé au projet. Deux élections ont porté presque exclusivement sur la question: celle de 1865 alors qu'une forte opposition emporta la victoire; et celle de 1866, à peine un an plus tard, qui donna le pouvoir aux confédérionnistes.

Certains ouvrages ont déjà traité de cette période. Nommons en particulier New Brunswick: A History, 1784-1867 de William S. MacNutt, dont les deux derniers chapitres donnent un aperçu général des années 1864-67; The Life and Times of Confederation, 1864-67 de Peter B. Waite qui consacre une trentaine de pages au Nouveau-Brunswick; et les articles de Alfred G. Bailey, The Basis and persistence of opposition to Confederation in New Brunswick, Keystone of the Arch et Railways and the Confederation issue in New Brunswick, 1863-67.

Ces ouvrages, cependant, ou ne donnent qu'un bref aperçu général ou ne traitent que d'un aspect de la période pré-confé-

dérative au Nouveau-Brunswick. Peut-être aurait-il fallu, alors, étudier à fond et en son entier cette période. Après les recherches préliminaires et les consultations d'usage, je me suis rendue à l'évidence qu'il en fallait encore se limiter à un aspect seulement pour rester dans les cadres d'une thèse de maîtrise. Le détail des événements vus par la presse du Nouveau-Brunswick me sembla de loin le plus intéressant. Après avoir parcouru cette presse j'ai constaté qu'il s'y trouve beaucoup de répétitions dans les idées et même, nombre d'articles sont reproduits intégralement d'un journal à l'autre. En fait, le problème en question y occupe tant de place que, pour restreindre ce travail, j'en suis arrivée finalement à me limiter aux journaux de Fredericton, la capitale.

Dans les années 1860, Fredericton compte trois journaux: The Fredericton Headquarters, opposé à la Confédération; The New Brunswick Reporter, avocat du projet d'union; et un troisième qui se veut neutre en matière politique, The Colonial Farmer.

De cette presse, j'ai voulu tirer tout ce qui concerne la lutte entre les deux groupes opposés. Il s'agit donc d'articles de l'éditeur, de certains discours d'hommes politiques qu'il appuie, d'opinions de lecteurs, d'articles empruntés aux autres journaux de la province, et même d'éditoriaux et de discours de

l'extérieur susceptibles d'influencer la population du Nouveau-Brunswick. En somme, entrent dans ce travail tous les moyens employés par la presse de la capitale pour appuyer la position qu'elle a adoptée.

Le plan du travail s'explique par la tournure des événements, par les faits précis qui changent l'orientation des arguments de chaque parti. Les titres de chapitres n'annonceront pas l'histoire de la province durant telle période mais la position des journaux en question face aux événements qui se déroulent. Les ouvrages ou documents contenus dans la bibliographie ont aidé à garder toujours cette position que je désirais étudier dans le contexte historique qui en est l'arrière-plan.

Je veux remercier ici monsieur Marcel Hamelin, Docteur ès Lettres (histoire), qui a bien voulu me guider et m'aider à mener mon travail à bonne fin.

H. F.-C.

T A B L E D E S M A T I E R E S

Avant-propos.....	I
Table des matières.....	IV
Bibliographie.....	VI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER	
Du projet d'union des provinces maritimes à la conférence de Québec - Juillet à octobre 1864..	10
CHAPITRE II	
La position du gouvernement Tilley et la première campagne électorale sur le projet de confédé- ration - Novembre 1864 à mars 1865.....	30
CHAPITRE III	
Le gouvernement anti-fédéraliste - Mars 1865 à avril 1866.....	64
CHAPITRE IV	
Le "coup d'Etat" du lieutenant-gouverneur et la victoire fédéraliste - Avril 1866 à juillet 1867.....	87
CONCLUSION.....	99

B I B L I O G R A P H I E

I- Sources manuscrites:

Correspondance du clergé, Archevêché de Québec, Collections D.Q., H.C., N.B., V.G.

Correspondance de Rameau de St-Père, Archives acadiennes, Université de Moncton.

Fenety, George Edward, Politics and Government in New Brunswick, 1854-79, Political notes and observation, Volume II, scrapbook and microfilm, National archives.

New Brunswick Lieutenant Governor, Despatches received, University of New Brunswick Archives, Fredericton.

Stanmore Papers, University of New Brunswick archives, Fredericton.

II- Sources imprimées:

Brown, G.P., ed. Documents on the Confederation of British North America, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1969.

Codification des Actes de l'Amérique du Nord Britannique, (1867 à 1964), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965.

Fenety, George Edward, Politics and Government in New Brunswick, 1854-79, Political notes and observation, published by S.R. Miller, Fredericton, Queen's Printer.

New Brunswick, Journals of the Legislative Assembly, 1864-67.

New Brunswick, Journals of the Legislative Council, 1864-67.

New Brunswick, Reports of Debates in the Legislative Assembly, 1864-67.

New Brunswick, Speeches delivered on Confederation in the Legislative Council, 1864-67.

Rapport O'Connor, Sénat du Canada, Session de 1939, Rapport au sujet de la mise en vigueur de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1940.

III- Journaux:

Chatam, Gleaner, hebdomadaire, anti-fédéraliste, 1864-67.

Fredericton, The Colonial Farmer, hebdomadaire, 1864-67.

-----, The New Brunswick Reporter and Fredericton Advertiser, hebdomadaire, fédéraliste, 1864-67.

-----, The Fredericton Headquarters, hebdomadaire, anti-fédéraliste, 1864-67.

St. Andrews, Standard, hebdomadaire, fédéraliste, 1864-67.

St. John, Daily Evening Globe, quotidien, anti-fédéraliste, 1864-67.

-----, Morning Freeman, tri-hebdomadaire, anti-fédéraliste, 1864-67.

-----, Morning News, tri-hebdomadaire, fédéraliste, 1864-67.

-----, Morning Telegraph, quotidien, fédéraliste, 1864-67.

IV- Guides et recueils biographiques:

ELLIOT, Helen, ed., Fate, Hope and Editorials, Contemporary accounts and opinions in the newspapers, 1862-73, micro-filmed by the CLA/ABC Microfilm Project, Ottawa, Canadian Library Association, 1967, 190pages.

HARPER, John Russel, Historical Directory of New Brunswick Newspapers and Periodicals, Fredericton, University of New Brunswick, 1961, 121pages.

LA TERREUR, Marc, directeur, Dictionnaire biographique du Canada, Volume X, 1871 à 1880, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972, 894pages.

WALLACE, W., ed., The Dictionary of Canadian Biography, Toronto, The Macmillan Co. of Canada Limited, 1945, 2vols.

V- Thèses:

CHAPMAN, James K., Relations of Maine and New Brunswick in the Era of Reciprocity, 1849-1867, M.A. thesis, University of New Brunswick, 1951, 154pages.

CROWELL, Olive W., The Political Career of Samuel Leonard Tilley, 1850-1873, M.A. thesis, University of New Brunswick, 1955, 189pages.

GREAVES, Esther H., Peter Mitchell: a Father of Confederation, M.A. thesis, University of New Brunswick, 1958, 45pages.

ROWAN, Charles Michael, Timothy Warren Anglin, journalist and politician, portraying New Brunswick's reaction to Confederation during the years 1867-1872, M.A. thesis, University of New Brunswick, 1860.

WALLACE, Carl Murray, The life and times of Sir Albert James Smith, 1822-1883, M.A. thesis, University of New Brunswick, 1960, 219pages.

VI- Etudes:

BAILEY, Alfred G., "The basis and persistence of opposition to Confederation in New Brunswick", dans The Canadian Historical Review, décembre 1942.

-----, "Keystone of the Arch", dans The Atlantic Advocate, avril 1964.

-----, "Railways and the Confederation issue in New Brunswick, 1863-67" dans Canadian Historical Review, décembre 1940.

BONENFANT, J.C., Les Canadiens-français et la naissance de la Confédération canadienne, Brochure historique du Centenaire, numéro 10, Ottawa, Commission du Centenaire, 1967, 20pages.

- CARELESS, J.M.S., ed., Colonists and Canadiens, 1760-1867, Toronto, Macmillan of Canada, 1971, 278pages.
- CHAPMAN, J.K., "Gordon and Confederation", dans The Canadian Historical Review, Juin 1967.
- CREIGHTON, Donald G., British North America at Confederation, Ottawa, Queen's Printer, 1939, 104pages.
- , "Economic Nationalism and Confederation", dans The Canadian Historical Association, 1942.
- , The Road to Confederation, Toronto, Macmillan of Canada, 1964, 489pages.
- , "The United States and Canadian Confederation", dans The Canadian Historical Review, septembre 1958.
- DAVIS, W.A., "The Fenian Raid on New Brunswick", dans The Canadian Historical Review, décembre 1955.
- FARR, D.L.M., La Grande-Bretagne et la Confédération, Brochure historique du Centenaire, numéro 1, Ottawa, Commission du centenaire, 1967, 25pages.
- FLEMING, Sanford, The Intercolonial: A Historical Sketch, Montreal, Dawson Brothers, 1876, 268pages.
- MacNUTT, W.S., Les Maritimes et la Confédération, Brochure historique du Centenaire, numéro 2, Ottawa, Commission du Centenaire, 1967, 24pages.
- , "The Coming of Responsible Government in New Brunswick" dans The Canadian Historical Review, 1952.
- , New Brunswick: A History, 1784-1867, Toronto, Macmillan of Canada, 1963, 496pages.
- MORTON, W.L., The Critical Years - The Union of British North America, 1857-1873, Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1964, 322pages.
- SWAINSON, D., L'Ontario et la Confédération, Brochure historique du Centenaire, numéro 5, Ottawa, Commission du Centenaire, 1967, 28pages.

WAITE, Peter B., La Conférence de Charlottetown, Brochure historique du Centenaire, numéro 6, Ottawa, Commission du Centenaire, 1967, 27pages.

-----, "Edward Cardwell and Confederation", dans The Canadian Historical Review, mars 1962.

-----, The Life and Times of Confederation, 1864-67, Toronto, University of Toronto Press, 1962, 379pages.

-----, "Responsible Government and Confederation", dans British Columbia Historical Quaterly, VI, 1942.

WHITELAW, W.M., La Conférence de Québec, Brochure historique du Centenaire, numéro 9, Ottawa, Commission du Centenaire, 1967, 28pages.

-----, The Maritimes and Canada before Confederation, Toronto, Oxford University Press, 1934, 328pages.

WILSON, G.E., "New Brunswick's entrance into Confederation", dans The Canadian Historical Review, mars 1928.

I N T R O D U C T I O N

En 1864, le Nouveau-Brunswick était une petite province britannique de quelque 267,000 habitants. Sur le plan géographique on y distinguait deux grandes régions: la partie comprenant le nord et l'est appelée North Shore et la vallée de la St. John comprenant l'ouest et le sud-ouest.

La North Shore était elle-même sub-divisée en deux parties: le nord centré sur Newcastle, Chatam et la vallée de la rivière Miramichi: le sud, sur Moncton et la Peticodiac.

La vallée de la rivière St. John comprenait les deux-tiers de la population de la province. Elle était dominée par la ville de St. John, 42,000 habitants, la plus grande ville des Maritimes, presque aussi grande que Québec et Toronto. Cette région était la plus prospère, profitant du commerce avec les Etats-Unis, commerce augmenté depuis le traité de Réciprocité de 1854.

Un chemin de fer, depuis cinq ans, facilitait la communication entre Shediac et St. John. C'était le "European and North American" que les commerçants du sud voulaient étendre vers l'ouest jusqu'à la frontière américaine. Ce projet de

"Western Extension" entrera en conflit avec celui de l'Inter-colonial proposé par les fédéralistes.

Les origines ethniques et religieuses de la population dans ces diverses régions établissaient encore d'autres différences. La vallée de la St. John était habitée surtout par les descendants des immigrants de la Nouvelle-Angleterre et des Loyalistes. La North Shore comprenait les descendants des Acadiens et, du côté surtout de la Matapédia et de la Restigouche, bon nombre d'Irlandais. C'était en grande majorité des bûcherons-cultivateurs. Les Acadiens, au nombre d'environ 40,000 étaient parmi les habitants les plus pauvres et les moins influents de la province. Avec les Irlandais ils formaient une population catholique de près de 90,000 - environ le tiers de la population totale. Nombre qu'on ne pouvait malgré tout ignorer, surtout en temps d'élections.

Sur le plan économique la province jouissait alors d'une certaine prospérité. Le commerce du bois et la construction de navires étaient les principales sources de revenu. La culture ne répondait qu'aux besoins locaux. La pêche ne constituait qu'une très petite partie du commerce extérieur. Il s'agissait, en fait, d'une prospérité très relative qui n'avait rien pour impressionner un homme comme Gordon, le lieutenant-gouverneur de l'époque, par exemple. Ce dernier trou-

vait le Nouveau-Brunswick un endroit "dreary, unenterprising, poverty-stricken" comparativement au Canada où, selon lui, la richesse et le progrès régnaient¹.

La région de St. John, la plus peuplée et la plus prospère, dominait facilement la politique de la province. Fredericton, une petite ville de 6,200 habitants avait été choisie comme capitale - surtout pour des raisons de défense, semble-t-il. La ville de St. John demeurait le centre politique, c'est-à-dire l'endroit où se jouaient davantage les influences.

Au moment où le projet d'union prenait forme, la vie politique au Nouveau-Brunswick n'était nourrie par aucune idée d'envie. Les partis politiques ne semblaient pas avoir de philosophies propres. Aucune grande question ne pouvait les distinguer l'un de l'autre. Le patronage, les petits intérêts d'ordre local dominaient la scène politique.

Le parti libéral (appelé aussi parti des "Reformers" ou "Smashers"), au pouvoir depuis une dizaine d'années, manquait tout à fait de vigueur. Il gardait le pouvoir surtout à cause du manque d'opposition. Les conservateurs ou "Tories" (appelés aussi "Rummies") étaient un groupe hétérogène sans gran-

1. Stanmore Papers, University of New Brunswick archives, Gordon à Newcastle, le 31 décembre 1862.

de conviction au sujet de leur parti et sans lien réel. Arthur Hamilton Gordon, lieutenant-gouverneur de la province depuis 1861, décrivait les hommes politiques de l'époque comme un groupe d'individus corrompus, illettrés et sans manières qui se présentaient aux élections parce qu'ils ne pouvaient trouver de travail ailleurs².

Entre les années 1864 et 1867, alors que le projet de Confédération permit aux hommes politiques d'essayer leurs forces dans un domaine d'envergure, les partis perdirent leur appellation ordinaire et on ne parla plus que des fédéralistes et des anti-fédéralistes. Samuel Leonard Tilley³, chef du parti libéral, devint le chef des fédéralistes; et Albert J. Smith⁴, ancien libéral, devint le chef incontesté des anti-fédéralistes.

-
2. Stanmore Papers, University of New Brunswick archives, Gordon à Newcastle, le 31 décembre 1862 et Gordon à Gladstone, janvier 1864.
 3. Samuel Leonard Tilley, représentant libéral de la ville de St. John à l'Assemblée législative depuis 1850 fit partie du ministère à partir de 1854 et devint chef du parti en 1860. Il l'était encore en 1864 au moment des conférences de Charlottetown et de Québec. Il fut l'un des grands promoteurs de l'union.
 4. Albert J. Smith était, depuis 1852, l'un des quatre représentants du comté de Westmorland à la Législature. Il était membre du parti libéral et avait été appelé à faire partie du ministère sous Tilley en 1861. Opposé à la politique du parti concernant les chemins de fer, il démissionna l'année suivante et resta indépendant. Il s'opposa fortement à la Confédération et devint, en 1864, le chef des anti-fédéralistes.

L'Assemblée législative était alors composée de 41 députés. La ville de St. John en comptait 2 (dont Tilley). C'était alors la seule ville ayant ses représentants indépendamment d'un comté. Le comté de St. John en avait 4. De même le comté de York, incluant Fredericton. Westmorland, Charlotte et Northumberland en comptaient aussi 4 chacun; King en avait 3 et tous les autres 2 chacun.

A cette époque, la province comptait vingt-quatre journaux⁵ - - nombre assez imposant pour une population de 267,000 habitants. Mais cet intérêt n'était pas particulier au Nouveau-Brunswick. Avec une population totale de 3,526,000, l'Amérique du Nord britannique avait à l'époque 377 journaux⁶.

Ceux de Fredericton ressemblaient en bien des points à la majorité des autres journaux de la province. Ils étaient du nombre des 17 hebdomadaires. (Il y avait 2 quotidiens et 5 tri-hebdomadaires.) Comme la plupart, ils étaient formés d'une

-
5. P.B. Waite, The Life and Times of Confederation, 1864-67, University of Toronto Press, Toronto, 1962, p.6. Il est à noter cependant que John Russel Harper dans Historical Directory of New-Brunswick newspapers and periodicals, U. N.B., Fredericton, 1961, 121p., n'en compte que 17. C'est de ce dernier volume que sont tirés la plus grande partie des renseignements contenus dans l'introduction concernant les journaux et leurs éditeurs.
6. P.B. Waite, op. cit., p.6.

grande feuille pliée en deux et présentant quatre pages imprimées.

Le Headquarters existait depuis 1843. Pendant la période qui nous intéresse, 1864 à 1867, il était la propriété de Joseph Graham, éditeur, et était rédigé par William Grigor. Dans la lutte pour le gouvernement responsable il avait été du côté conservateur. Au moment de la question d'union et de Confédération, il appuie Smith devenu chef de l'opposition au projet. Selon l'historien Waite, aucun des journaux de la province ne semble avoir changé ses liens politiques face à ce nouveau problème⁷. Depuis sa fondation le Headquarters a été en opposition constante à son voisin, le Reporter, organe du parti libéral. Le projet de Confédération ne fit qu'aviver l'animosité entre les deux journaux.

Le Reporter, hebdomadaire publié le vendredi soir, était édité et rédigé depuis sa fondation en 1844 par James Hogg à qui succéda son fils, Thomas Hogg, en 1866. James Hogg était un Irlandais immigré en 1819 et qui faisait carrière comme poète et journaliste. Favorable à la Confédération, il répond aux attaques du Headquarters et se montre très agressif face à

7. Ibid., p.237.

son compatriote Timothy W. Anglin, journaliste irlandais de renom, éditeur du Morning Freeman de St. John et personnage très influent auprès de la population catholique de la province.

Quant au Colonial Farmer, il se dit indépendant en matière de politique provinciale et, en fait, se prononce très rarement sur les problèmes du jour. Le journal vient d'être fondé (en 1863) au moment où la question d'union commence à prendre de l'ampleur. Son fondateur et éditeur, Charles S. Lugin, semble trouver difficile de rester neutre à ce moment et publie, entre décembre 1864 et février 1865, plusieurs articles appuyant ouvertement le projet de Confédération. Puis il revient à sa neutralité, annonçant que désormais on trouvera les nouvelles concernant la question dans le Herald, édité également à ses bureaux. Ce journal, qui ne parut d'ailleurs que de février à juin 1865, ne publia que des nouvelles officielles et non des opinions. Le Colonial Farmer est le seul journal de la province s'adressant à la population agricole. Selon un de ses correspondants, il ne semble pas avoir un très grand tirage⁸.

C'est en vain que nous avons cherché à connaître le tira-

8. Colonial Farmer, le 2 janvier 1865. La même remarque revient le 20 février, cette fois de la part de l'un de ses lecteurs.

ge du Headquarters et du Reporter. Le journal au plus grand tirage du Nouveau-Brunswick à l'époque, le quotidien The Morning Telegraph de St. John, avait environ 12,000 abonnés⁹. Aucun indice dans les journaux ou les ouvrages étudiés ne permet de savoir à quel rang d'importance se situent les hebdomadaires de Fredericton. Nos recherches¹⁰ ne nous permettent pas d'ajouter beaucoup aux renseignements assez limités de P.B. Waite dans The Life and Times of Confederation et de John R. Harper dans Historical Directory of New Brunswick newspapers and periodicals.

Cette brève description du Nouveau-Brunswick à la veille de la Confédération permettra, nous l'espérons, de suivre plus facilement l'attitude et surtout les arguments des journalistes durant les années 1864 à 1867. Il n'est, en effet, aucun article des journaux de Fredericton qui, durant cette période, ne réfère implicitement ou explicitement à quelque aspect de la géographie, de la situation sociale, économique ou politique de la province.

9. P.B. Waite, op. cit., p.239.

10. Recherches aux archives de l'Université du N.-B., Fredericton, et au Musée provincial, St. John, N.-B.

C H A P I T R E P R E M I E R

Du projet d'Union des provinces maritimes à la Conférence de Québec - Juillet à octobre 1864

Au début de juillet 1864, la date et l'endroit d'une conférence ayant pour thème l'union des provinces maritimes se déterminaient. Les délégués des gouvernements de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Ile-du-Prince-Edouard étaient convoqués à Charlottetown pour le premier septembre.

Le projet n'était pas neuf. A diverses reprises, au cours des quelques dix années précédentes l'idée avait été émise et répandue, en particulier par les lieutenants-gouverneurs. John H. T. Manners-Sutton, lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick de 1854 à 1861, et Lord Mulgrave de la Nouvelle-Ecosse n'en avaient-ils pas fait l'objet de leurs désirs? Dès les débuts de 1863, moins de deux ans après son arrivée au Nouveau-Brunswick, Arthur Hamilton Gordon, successeur de Manners-Sutton, reprenait l'idée de son prédécesseur. Le temps semblait maintenant plus propice. La guerre civile, chez les voisins américains, provoquait dans les Maritimes

une tension qui préparait un peu les esprits à un changement éventuel. On craignait que le traité de Réciprocité entre les Etats-Unis et les colonies britanniques ne fût pas renouvelé. Ce traité avait été signé pour dix ans en 1854 et arrivait donc à son terme. Ceci ne manquait pas d'inquiéter les milieux du sud-ouest du Nouveau-Brunswick où le commerce avait apporté une certaine prospérité dans les dernières années. Sur le plan politique, le parti libéral - au pouvoir depuis bientôt dix ans - manquait tout à fait de vigueur; et il semblait illusoire d'en attendre autre chose que du patronage et des petites discussions d'intérêt local. D'autre part, dans les trois provinces, les lieutenants-gouverneurs pouvaient espérer l'appui du gouvernement en ce qui concernait l'union. Tilley, chef du gouvernement du Nouveau-Brunswick depuis 1861, était acquis à la politique de Gordon. Le gouvernement de l'Ile du Prince-Edouard, que Gordon visitait au printemps de 1864, se disait favorable à l'étude du projet. De plus, Charles Tupper, chef du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, était lui-même venu en discuter avec Gordon et Tilley et manifestait de l'enthousiasme. En conséquence, les législateurs des trois provinces avaient voté durant leur session du printemps, une résolution réclamant la tenue d'une conférence à ce sujet. Toutefois,

dans cette résolution formulée en termes plutôt vagues, on n'avait précisé ni le temps ni le lieu de cette rencontre. Si bien qu'après le départ de Gordon pour l'Angleterre au mois de mai, la conférence semblait être reportée aux calendes grecques.

Or, à cette époque, au Canada, la nouvelle coalition Macdonald-Brown-Cartier élaborait un plan de confédération de toutes les colonies britanniques de l'Amérique du Nord. Ce rêve était la pierre d'assise de la coalition. Le gouverneur général, Lord Monck, voyait dans ce projet la solution au problème de l'instabilité gouvernementale. Le système de l'Union devait nécessairement faire place à une autre formule mieux adaptée aux intérêts des deux anciennes provinces. Monck et les Canadiens envisageaient donc avec intérêt la possibilité de participer à la conférence des provinces maritimes où serait discuté leur projet d'union. Le gouverneur général écrivait aux divers gouvernements de ces provinces, à la fin de juin, exprimant le voeu du gouvernement canadien d'envoyer des représentants à la conférence¹.

1. Rapport O'Connor, Sénat du Canada, Session de 1939, Rapport au sujet de la mise en vigueur de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867. Imprimeur du Roi, Ottawa, 1940, p.9.

Voulant profiter de cette circonstance imprévue, MacDonnell, lieutenant-gouverneur de la province aînée, fit alors des démarches auprès des autres gouvernements pour fixer sans tarder la date et le lieu de cette rencontre².

A Fredericton, la capitale du Nouveau-Brunswick, toutes ces idées d'union politique ne pouvaient manquer d'attirer quelque peu l'attention. Mais là comme ailleurs dans les colonies, la majorité des gens étaient loin de saisir exactement ce qui se passait. Le Headquarters rapporte à ce propos les réflexions d'un ami de Graham lui écrivant de Londres:

It is hard to arouse the people of the colonies to earnest thought on the subject of union. They have a number of floating ideas regarding it, but they have not gathered themselves into any determined shape, nor are they propelled to take any determined course of action³.

Néanmoins, les rédacteurs des journaux de Fredericton cherchaient à éveiller l'opinion publique, chacun indiquant déjà le parti qu'il allait prendre jusqu'à la réalisation du projet.

Le Headquarters, rappelant le premier juin que des délégués des trois provinces maritimes doivent se réunir au cours

2. Ibid., p.10.

3. The Headquarters, Fredericton, microfilm, A.P.C., le 20 juillet 1864.

de l'été pour discuter de la possibilité d'union, annonce déjà l'opposition:

It may be expected that there will be comparatively few dissentients (sic) to the principle, but many favorable on the broad ground will oppose union strongly on the details, when the interest of particular localities come into conflict.

What the general feeling is in Nova Scotia and New Brunswick with regard to union it would be hard to say, but that it is plain that the discussion of the question will bring out a great deal of opposition⁴.

On ne peut s'empêcher de constater que Graham, le propriétaire et rédacteur du Headquarters, est un journaliste clairvoyant et qui ne manque pas d'opinion personnelle. Ainsi, après avoir prédit qu'on s'opposera au projet sur bien des détails, il développe les grands motifs d'opposition. Ce sont d'abord les difficultés politiques du Canada, le désir du gouvernement canadien d'unir toutes les provinces britanniques dans le but de solutionner ses propres problèmes⁵. Il espère que les Maritimes ne se laisseront pas prendre au piège des Canadiens:

...it is not in human nature, at its present stage of moral advancement, to be expected that the people of the Lower Provinces, seeing their neighbors in tribulation and trouble, will cheerfully and willingly hazard their own peace by joining their fortunes, for

4. The Headquarters, le 1er juin 1864.

5. Loc. cit.

better or worse, to a country in which the elements of dissension are strong and which is larger and richer than themselves⁶.

Peut-être, ajoute-t-il, voudront-elles plutôt attendre que ce fameux projet de fédération ait été expérimenté d'abord entre les deux Canadas⁷. C'est encore dans ce sens que plus tard il qualifiera le projet de prématuré. Le rédacteur du Headquarters montre aussi qu'il prévoit le rôle que jouera le gouvernement impérial en favorisant le projet de confédération:

There is no doubt that the British North American Provinces, in view of the unsettled and uncertain state of affairs on this continent, are a subject of serious uneasiness to them, and that they will urge on Union, and that Union that will tend to bind these Colonies most closely together and make them most capable of self-defence⁸.

Ainsi, avant même que les délégués ne se soient réunis, le Headquarters a envisagé bien des aspects du problème et a montré beaucoup de réticence devant le projet d'union.

Pendant ce temps, le Reporter adopte une attitude tout à fait opposée. Hogg, le rédacteur, semble très au courant, lui aussi, de la situation canadienne:

-
6. Ibid., le 6 juillet 1864.
 7. Loc. cit.
 8. The Headquarters, le 17 août 1864.

Indeed for some time past it had become quite manifest that in Canada dissolutions and votes of want of confidence were worth little or nothing, as each party in its turn, on being ousted by the other, was sure to light on its feet, seemingly unconscious of having been beaten. In all this there has been nothing which can be termed purely political; and it has consequently had its origin in the question of local patronage between the two Provinces, now nominally, and nominally only, assuming the joint title of Canada⁹.

Connaissant également la proposition d'union fédérale des hommes politiques canadiens il montre beaucoup de prudence:

So much depends upon the details of this great measure, as well as upon its general outline, that it is at present impossible for us to say anything for or against it, beyond the necessity which exists for its legitimate accomplishment. Upon this we have always insisted and recent events have only strengthened our impressions¹⁰.

Selon Hogg, la division entre les provinces ne devrait pas exister. Mais avant de prôner l'union, il faudrait d'abord apprendre à se connaître, puis discuter sincèrement et finalement s'unir si possible¹¹. Le Nouveau-Brunswick, pour sa part, a beaucoup à offrir aux provinces voisines, ajoute-t-il:

Our climate, our soil, our ever accessible seas and harbors, are all with open arms inviting

9. The Reporter, Fredericton, microfilm, A.P.C., le 1er juillet 1864.

10. Loc. cit.

11. The Reporter, le 5 août 1864.

the friendly entrance and commercial enterprises of our pent up brothers in Canada. We offer them a wide and free passage to the world beyond, with much which they may secure on the way; and we are shrewd enough to believe that our ouvertures cannot much longer be held in abeyance¹².

S'appuyant sur ces considérations, il se réjouit de la visite prochaine d'un groupe de Canadiens. Il se dit assuré que leur passage dans le Nouveau-Brunswick ne pourra manquer de les impressionner favorablement et il désire une réception très chaleureuse à leur égard:

Impressed with these feelings we are glad to learn that a large number of Canadian Legislators and other gentlemen are, by invitation, to visit the Province in the coming week. They will probably reach here on Monday; and we bespeak for them, as our guests, a courteous and cordial reception in Fredericton. We are sure that they will see much in this Province, and particularly in St. John, in Fredericton, and along the intervening line of the River, to convince them that the provinces cannot too soon be commercially if not fraternally united; and that in bearing a just and manly part in the construction of a Railroad from the St. Lawrence to the Provincial harbor of St. John, and thence to Halifax they will be doing no more than justice to their own great section of B.N.A.¹³.

Voilà donc dans quel état d'esprit se trouvent les jour-

12. Loc. cit.

13. The Reporter, le 5 août 1864.

naux de Fredericton à la veille des pourparlers qui marqueront le début de trois années d'une grande importance historique: celles pendant lesquelles les rencontres inter-provinciales, les luttes politiques, les délégations à Londres prépareront immédiatement le nouveau statut de l'Amérique du Nord britannique. D'un côté le Headquarters, opposé d'avance à tout changement immédiat, peu sympathique aux Canadiens, très circonspect face à leurs avances et propositions; de l'autre le Reporter, ouvert aux principes libéraux, optimiste devant le changement en perspective, très confiant dans les ressources naturelles de la province et dans la possibilité de les exploiter une fois l'union réalisée. Déjà, on s'en rend compte, ces deux journalistes semblent prévoir que le grand projet de confédération éclipsera celui d'union des provinces maritimes.

De fait, les premiers jours de septembre confirment cette prédiction même si aucun communiqué officiel ne sort de l'enceinte où sont rassemblés les délégués - ce qui a le don d'exaspérer bien des journalistes:

Several of the papers are greatly exercised about the "closed doors" of the Charlottetown Conference¹⁴.

14. The Headquarters, le 14 septembre 1864.

Il n'en reste pas moins que les deux journaux commentent dans leurs éditoriaux les nouvelles officieuses qui circulent. Le Reporter dit qu'il ne veut rien inventer, mais se permet de rapporter ce qu'il entend dire. Il montre sa préférence pour l'union fédérale qui exige préalablement, selon lui, la construction d'un chemin de fer intercolonial¹⁵.

Le Headquarters ne fait d'abord qu'exposer ce qu'on dit avoir eu lieu. On se rend compte que les délégués des Maritimes ont oublié le but réel de leur rencontre pour donner leur attention à la grande union proposée par les Canadiens. Il ne cache pas l'importance historique de cette rencontre:

The Conference at Charlottetown will be looked upon by many as being, as the phrase is, historical; the beginning of a great change in the fortunes of the British North American Provinces¹⁶.

La semaine suivante, il est déçu de constater que les discours ronflants et patriotiques des délégués des diverses provinces, lors de leur voyage de retour, n'ont rien révélé de précis sur ce qui s'était dit et fait à Charlottetown¹⁷.

Le jour même du passage des délégués à Fredericton, le

15. The Reporter, le 9 septembre 1864.

16. The Headquarters, le 14 septembre 1864.

17. Ibid., le 21 septembre 1864.

16 septembre, le Reporter dit lui aussi ne rien savoir encore de certain de ce qui s'est passé à la Conférence. Cependant il se considère, malgré tout, aussi bien renseigné que les autres journaux, et présente les nouvelles qu'il a pu recueillir et qui appuient d'ailleurs ses idées. Ce qui semble se dégager surtout, écrit-il, c'est qu'on est d'accord sur le fait que les provinces ne peuvent plus rester isolées comme elles le sont¹⁸.

On sait maintenant qu'une autre conférence aura lieu à Québec le 10 octobre. L'union législative de l'ensemble des provinces britanniques semble rejetée à cause des distances qui séparent les colonies. L'idée d'une union législative, en fait, ne fut pas très populaire dans l'ensemble des provinces. Les Canadiens-français, pour leur part, ne voulaient pas être une minorité à l'intérieur d'une grande union. Par contre, certains groupes minoritaires préféraient l'union législative parce qu'ils craignaient de perdre les privilèges déjà acquis. Les protestants de langue anglaise au Canada-est et les catholiques irlandais du Canada-ouest, par exemple, étaient de ce nombre. Hogg semble déjà certain qu'au Nouveau-Brunswick l'union fédérative serait la seule forme d'union acceptable. On

18. The Reporter, le 16 septembre 1864.

en connaît peu qui sacrifierait volontiers leur Législature locale, dit-il¹⁹. Habités comme ils l'étaient à vivre de la fonction publique, les lecteurs des journaux de Fredericton ne pouvaient rester indifférents à cet aspect du problème.

Anglin, le propriétaire et rédacteur du Morning Freeman de St. John, vient de publier un article selon lequel les gens ne désirent pas de changement puisqu'ils sont heureux et vivent dans la prospérité. Hogg cite une partie de cet article dans le Reporter et y va de son sarcasme. Depuis quand Anglin pense-t-il ainsi, dit-il? Il a tellement répété que les choses allaient mal avec le gouvernement actuel²⁰.

Le Headquarters pour sa part ne semble pas vouloir se prononcer trop catégoriquement. Il se borne parfois à donner les nouvelles d'une manière quelque peu détachée:

The convention and the after dinner speeches of the delegates have raised a commotion in the press of the Provinces, and many of the papers are discussing the advantages and disadvantages of Union²¹.

Cette attitude reste en marge de certains autres journaux

19. Ibid., le 23 septembre 1864.

20. The Reporter, le 23 septembre 1864.

21. The Headquarters, le 28 septembre 1864.

opposés au projet, tels le Freeman²² et le Chatam Gleaner²³ par exemple.

Hogg, on le verra souvent, publie dans son journal des opinions venant de l'extérieur. Le 8 octobre, un long article de son correspondant de Montréal souligne plusieurs des arguments qui prendront la vedette pendant tout le temps que durera la lutte. L'auteur dit d'abord aux lecteurs du Reporter qu'au Canada, comme dans les provinces de l'est, on s'intéresse à la question. Il ajoute, à son tour, qu'il y a probablement chez les habitants du Canada-ouest des raisons intéressées dans leur désir de Confédération²⁴. Puis il développe, l'un après l'autre, ses divers arguments en faveur du projet. Ce serait si simple d'unifier le code de lois, dit-il. Et combien plus économique, si on centralisait l'administration. Les politiciens auraient une plus grande scène pour développer leurs talents²⁵.

Le problème de sécurité auquel on accordera désormais tant d'importance est déjà soulevé par le Reporter. Les provinces, à l'avenir, devront assumer en grande partie leur propre défen-

22. The Morning Freeman, St. John, microfilm, A.P.C., les 20, 24 et 27 septembre., les 1er et 11 octobre 1864.

23. The Chatam Gleaner, microfilm, A.P.C., les 3 et 24 septembre, 1864.

24. The Reporter, le 8 octobre 1864.

25. Loc. cit.

se, écrit-il. Sans unification politique, comment voir à la défense commune? Les provinces maritimes seraient, en fait, les plus avantagées sur ce point²⁶.

Puis il aborde un autre argument de première importance, celui du commerce. Tous les échanges qui se font actuellement entre les provinces de l'est et les Etats-Unis pourraient aussi bien se faire avec le Canada. D'ailleurs, l'abrogation du traité de Réciprocité apportera éventuellement ce changement²⁷.

Le chemin de fer intercolonial - qu'on devrait plutôt nommer "national" - faciliterait ce commerce. Aussi, l'auteur de cet article reconnaît-il la nécessité de ce moyen de communication:

The thing itself, with or without Confederation
is an admitted necessity²⁸.

Voilà des idées rencontrant bien celles du propriétaire du journal pour lequel elles sont écrites.

Le 10 octobre, tel que prévu, s'ouvre la Conférence de Québec. Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick a ajou-

26. Loc. cit.

27. Loc. cit.

28. The Reporter, le 8 octobre 1864.

té Charles Fisher²⁹ et Peter Mitchell³⁰ à la délégation déjà choisie lors de la Conférence de Charlottetown³¹. Le Headquarters et le Reporter ne font aucun commentaire au sujet de ce choix. Le Headquarters, cependant, dit qu'on aurait raison de se demander ce qui autorise les délégués du Nouveau-Brunswick à se rendre à Québec et en profite pour se moquer de leur faiblesse devant les délégués canadiens à Charlottetown. Il est à prévoir, dit-il, que ces derniers seront encore les maîtres pendant les délibérations à Québec³². Graham souligne encore une fois l'importance de connaître l'opinion du gouvernement britannique³³.

In discussing the question of Confederation of all the Provinces, one would desire to know how the British Government regard it, in what position they now stand, whether as passive though assenting

-
29. Fisher avait été, avec Wilmot, le fondateur du parti libéral - parti dit des "Smashers" après la question de tempérance. Il devint chef du gouvernement en 1854 mais dut démissionner sur l'affaire des terres de la couronne en 1861. Tilley l'avait alors remplacé.
30. Peter Mitchell était un membre du Conseil législatif favorable à la Confédération.
31. La délégation du Nouveau-Brunswick à la Conférence de Charlottetown était composée de Tilley, W.H. Steeves (ministre d'Etat), J.M. Johnson (procureur général), J.H. Gray (député de l'opposition), E.B. Chandler (membre du Conseil législatif - représentant l'opposition conservatrice).
32. The Headquarters, le 19 octobre 1864.
33. The Headquarters, le 17 août 1864.

lookers on, or as active promoters³⁴.

Il prétend que les gens ne s'opposeraient pas à l'idée d'union comme telle, mais ne voudraient pas d'une union imposée par les Canadiens en quête d'une issue pour échapper à leurs difficultés. Pour le moment, dit-il, point n'est besoin d'une Confédération pour atteindre les buts mis en avant par les promoteurs du projet. On pourrait augmenter le commerce et construire l'Intercolonial sans recourir à des moyens si extrêmes³⁵.

En ce qui concerne la question des tarifs, qu'il traite ici pour la première fois, le Headquarters explique qu'il faudrait nécessairement, advenant la Confédération, adopter le tarif canadien - à moins que le Canada ne diminue considérablement ses dépenses. Et il est fort peu probable, dit-il, qu'une telle chose arrive puisque le Canada est habitué aux grandeurs. Pour illustrer sa pensée, il présente le budget canadien pour l'année 1865 et répète que les quelques six millions de dettes du Canada ne devraient, sous aucun système, être imposées aux autres provinces³⁶.

34. The Headquarters, le 19 octobre 1864.

35. Loc. cit.

36. Loc. cit.

Après avoir insisté, comme on l'a vu plus haut, sur l'importance de connaître l'opinion de Londres³⁷, voici maintenant qu'il semble convaincu de son approbation du projet et du changement prochain de sa politique coloniale:

The idea can hardly be ignored that this confederation business is more than a political move on the part of Canada - that the British Government are at the bottom of it, and that the reversal of their Colonial Policy is not far distant³⁸.

En guise de conclusion à ce long article, il émet son opinion sur l'ensemble du projet. En somme, le plan serait acceptable si on pouvait le réaliser sans nuire aux provinces les plus pauvres³⁹.

Le 26 octobre, aucun renseignement officiel n'a encore paru et, pour comble, les informations viennent surtout de sources américaines. De cet intérêt des Américains porté aux délibérations des délégués, faudrait-il conclure qu'ils se réjouissent des événements qui se dessinent? C'est ce que Graham prétend⁴⁰.

Pendant toute cette période de délibérations à portes closes, le Reporter prend soin lui aussi d'attirer l'attention sur

37. Voir les références 8 et 34 à ce sujet.

38. The Headquarters, le 19 octobre 1864.

39. Loc. cit.

40. Ibid., le 26 octobre 1864.

l'importance de cet événement:

In all seriousness it is a question which should receive the serious consideration of every thinking man in the Colonies⁴¹.

Hogg admet cependant que le changement ne se fera pas sans difficulté. La confédération conduira, avec le temps, à une plus grande indépendance envers la Grande-Bretagne:

It is one thing for the delegates to meet and discuss the question in all friendship, without jarring or discord among themselves, and even to agree upon terms and conditions, but carry these same terms and conditions through the local legislatures is quite another matter, especially when we consider the enormous difficulties in the way, not the least of which is this very question of severing British connections⁴².

Il s'en réjouit. Il est temps, dit-il, que les colonies se détachent de la mère-patrie:

We can surely run alone; our good mother has protected us during our infant years, and what more reasonable than that we should take up "house-keeping" for ourselves, rather than become a drag on the skirts of our parent, who would no doubt, under any circumstances, lend assistance to her

41. The Reporter, le 21 octobre 1864.

42. Loc. cit.

offspring in the hour of danger⁴³.

Et comme, de certains côtés, en Grande-Bretagne par exemple, on semble appréhender une semblable éventualité, il dit que cette crainte est sans doute due à des intérêts personnels dans le domaine du commerce peut-être⁴⁴.

Pour les gens de Fredericton et les lecteurs de ses journaux, deux influences se font donc déjà sentir, même si la lutte comme telle n'est pas encore engagée au sujet de la Confédération. Ces deux tendances se rencontrent d'ailleurs dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick avec, ici et là, quelques nuances particulières. Le Headquarters et le Reporter, les deux seuls journaux d'opinion de la capitale pendant cette période pré-confédérative, se révèlent doublement intéressants: d'abord par le ton et l'esprit conféré à chacun par leurs rédacteurs, puis par leur position privilégiée, au coeur politique de la province, leur permettant de connaître et d'influencer l'opinion publique.

Les deux rédacteurs, on le constate, semblent voir l'importance des événements qui se déroulent et déjà ils sont à même d'éveiller leurs lecteurs aux principaux aspects d'une

43. The Reporter, le 21 octobre 1864.

44. Ibid., le 28 octobre 1864.

union entre les provinces: union législative versus union fédérative, intérêts des Canadiens, commerce, moyens de communication, opinion du gouvernement britannique, détachement éventuel de la mère-patrie. Ce sont, en effet, les thèmes principaux qui reviendront tout au long de cette étude et que le Headquarters et le Reporter ne manqueront pas de développer.

C H A P I T R E I I

La position du gouvernement Tilley et la première campagne électorale sur le projet de confédération Novembre 1864 à mars 1865

Avec le retour des délégués après la Conférence de Québec au début de novembre, et la publication des soixante-douze résolutions quelques jours plus tard, le Nouveau-Brunswick entraît dans une grande effervescence politique. Une première période de luttes s'ouvrait qui devait atteindre son point culminant aux élections de mars 1865. Cette période comprend deux temps distincts: le premier allant jusqu'à la dissolution de la Chambre en fin de janvier et le second couvrant la campagne électorale.

A la suite d'indiscrétions¹, la presse de la province s'emparait des propositions de la Conférence avant que le rapport officiel n'en fût publié. Et ainsi, de part et d'autre, on se mit à commenter ou critiquer ce qu'on appellera désormais le

1. Le 8 novembre Le Journal de Québec, et deux jours plus tard le Monitor de Charlottetown publiaient les Résolutions. De ces deux sources officieuses le Rapport se répandit un peu partout.

"scheme"². Un grand nombre d'arguments pour ou contre le projet furent donc bientôt développés dans les journaux. Le Reporter et le Headquarters entrèrent dans le mouvement et soutinrent leur point de vue avec encore plus de vigueur qu'auparavant. Le Colonial Farmer qui, jusqu'ici, avait adopté une attitude neutre, se porta très ouvertement à l'appui du projet.

Les journaux de cette période mettent en vedette d'une part Tilley en campagne d'éducation populaire, d'autre part Albert Smith maintenant le chef incontesté de tous ceux qui s'opposent au projet de Québec. Dans leurs articles, en effet, ils attaquent ou défendent souvent les mêmes points, appuyant ce qui a déjà été dit ou réfutant des idées adverses, mais demeurant toujours à quelques nuances près dans la ligne adoptée par le parti.

Les arguments d'envergure pour ou contre le plan de Québec, durant cette première partie de la période à l'étude, se groupent facilement sous les quatre titres suivants: nécessité de recourir au peuple, opinion du gouvernement impérial, grandeur du pays et de la nation, aspect financier. Les autres points soulevés tels que la diminution d'importance des Législatures

2. Le mot anglais "scheme" peut se traduire par "plan" ou "schéma", mais les gens opposés au projet l'employaient surtout dans son sens péjoratif de "conspiration" ou "machination".

provinciales et la question de commerce seront développés davantage durant la campagne électorale. Ce sont donc ces divers arguments que l'on trouve dans les articles, rapports de discours, opinions de lecteurs publiés dans les journaux de Fredericton.

Mais avant de procéder à l'étude de ces arguments, l'examen de l'attitude de ces journaux face à l'ensemble des propositions de Québec s'impose.

Le Reporter, avec tous les fédéralistes, se réjouit du fait qu'il n'a plus été question d'union législative à Québec. Ainsi, dit Hogg, les affaires locales des provinces maritimes ne seront pas soumises à une assemblée générale³ et Fredericton conservera le rôle de capitale du Nouveau-Brunswick.

Quant aux antis, les délégués à Québec sont naturellement leur cible. Dès le début de la Conférence, Graham les critiquait soutenant qu'ils avaient lâchement abandonné le projet d'union des provinces maritimes pour suivre les Canadiens dans celui de la Confédération⁴. Smith reprend ces critiques et le Headquarters se plaît à commenter ses paroles⁵. Toujours selon Graham, les Canadiens désirent la Confédération pour

3. The Reporter, le 18 novembre 1864.

4. Voir au chapitre Ier la 32e référence.

5. The Headquarters, le 7 décembre 1864.

sortir de leurs embarras politiques⁶. Sans ce motif, l'union se serait peut-être réalisée mais uniquement après la construction du chemin de fer intercolonial et l'établissement de plus amples relations commerciales qui eussent permis aux gens de se connaître⁷. Ainsi, il ne se montre pas opposé au principe d'union mais demande de ne pas trop hâter les choses. Il termine même son article en disant que des démarches prudentes et graduelles amèneraient éventuellement "the happy consummation".

Le Freeman avait déjà souligné les mêmes points⁸, insistant surtout sur les difficultés financières du Canada.

De son côté, le Reporter voit dans les nécessités géographiques et non économiques l'origine des négociations en vue de l'union. L'article dans lequel Hogg développe cette opinion exagère un peu l'importance géographique du Nouveau-Brunswick mais nous laisse voir la clairvoyance de son auteur dans ce domaine:

It is not Canada's financial, but her geographical necessity which is our opportunity. Does any sane man suppose that if Canada had an outlet to the sea,

6. Voir au chapitre Ier la 6e référence.

7. The Headquarters, le 21 décembre 1864.

8. The Morning Freeman, St. John, microfilm, A.P.C., les 26 novembre et Ier décembre 1864.

she would ever seek this alliance and build our Railroads? Not a bit of it; but we are just so situated that the whole trade of British America must pass through our territory, we hold the key
⁹

Puis il se plaît à rappeler que le projet n'est pas nouveau. Il en fait la genèse à l'aide d'un discours prononcé par William Young, le juge en chef de la Nouvelle-Ecosse, devant la Chambre d'Assemblée de cette province en 1864¹⁰. Lui-même, dit-il, a été - par le moyen de son journal - parmi les rares instigateurs de cette initiative, et cela depuis dix-sept ans¹¹. A ce moment, il n'en était nullement question à la Chambre et aucune démarche n'avait encore été faite. Hogg, on le voit, n'a donc pas simplement suivi son allégeance politique en se faisant le défenseur du projet de Confédération.

Après ces premières considérations, les journalistes abordent des arguments qui, semble-t-il, sont de nature à influencer la population.

Le Headquarters, pour sa part, exprime sa crainte de voir le gouvernement adopter le projet sans recourir au peuple. C'est un des points forts des anti-fédéralistes pendant cette période.

9. The Reporter, le 20 janvier 1865.

10. Ibid., le 2 décembre 1864.

11. Ibid., le 3 février 1865.

Graham dit que ce serait "a flagrant violation of the people's rights"¹².

William Needham, député de York, fait un discours assez violent à ce sujet. Notre journaliste le cite longuement. Le politicien anti-fédéraliste prétend ne voir dans le texte de la Conférence aucune allusion à un appel éventuel au peuple. Avant de soumettre le projet au gouvernement impérial, on devrait en recevoir l'approbation du "peuple impérial", dit-il, signifiait par là la population de la province. Si on ne le fait pas, c'est que l'on craint un refus qui entraînerait l'abandon du projet par Londres¹³.

Il en est, il va sans dire, qui ne sont pas de cet avis. David Wark, membre du Conseil législatif, soutient que rien dans la tradition britannique n'oblige à un appel au peuple en cette circonstance. D'autres considèrent que ce serait agir selon la constitution américaine. Graham commente les arguments de Wark dont la lettre a été publiée dans le Morning Freeman. Comment, écrit-il, peut-il nous mettre en parallèle avec l'Ecosse et l'Irlande qui ont été unies à l'Angleterre l'une en 1707 et l'autre un siècle plus tard? Qu'y a-t-il d'analogue

12. The Headquarters, le 9 novembre 1864.

13. Loc. cit.

entre la situation de ces deux pays face à l'Angleterre et la nôtre face au Canada? Ces arguments ne tiennent pas, dit-il en substance¹⁴.

Les fédéralistes sentent bien que cette idée d'appel au peuple peut devenir un atout en faveur de l'opposition. Aussi, en janvier, Fisher assure-t-il les gens que, contrairement à la rumeur, le gouvernement n'a pas l'intention d'adopter le projet avant les prochaines élections. Le Headquarters rapporte fidèlement ses paroles sans faire de commentaire¹⁵. Et l'argument se trouve clos.

L'opinion du gouvernement impérial reste toujours un facteur qui retient l'attention de cette province de Loyalistes. Le Reporter du 25 novembre prétend que Londres aurait, de toute façon, amené les provinces à s'unir. Les délégués, selon lui, n'ont donc que choisi le mode d'union¹⁶. Pour appuyer son affirmation, il cite les paroles de Lord Stanley, - ministre des colonies, au sujet de la défense du Canada:

There is one colony with regard to which we are in a position of great perplexity - I mean Canada. In the event of a rupture with the United States - I hope it is most improbable, but in their

14. Ibid., le 21 décembre 1864.

15. Ibid., le 11 janvier 1865.

16. The Reporter, le 25 novembre 1864.

present temper nothing is impossible - Canada is our vulnerable point. (.....) All that we can do is to call upon them, as long as they retain their connection with us, to do more towards their own defence than they have as yet done and to make our assistance conditional upon their doing that¹⁷.

Ces paroles, on le voit, montrent beaucoup d'inquiétude face à la défense du Canada mais ne suggèrent pas l'union politique comme solution au problème. Hogg leur donne donc une interprétation un peu exagérée quand il en conclut que les provinces maritimes ne pourront conséquemment rester autonomes.

Le rédacteur du Headquarters, de son côté, se dit assuré que le gouvernement britannique n'obligera pas les colonies à s'unir. On peut organiser la défense du pays sans union politique, ajoute-t-il¹⁸.

Cet aspect de la question, à savoir l'attitude de Londres, en est une de première importance aux yeux du public, si l'on en juge par cet article du Freeman rapportant ce qui s'est passé à une réunion où Tilley et Gray adressaient la parole:

A second meeting at the Institute on Tuesday 22nd. Mr. Gray was to speak first. Before he started, three questions were asked to the

17. Loc. cit.

18. The Headquarters, le 21 décembre 1864.

speakers:

1. Does this Confederation emanate from the British Government? Or has it been urged or encouraged by the British Government? Is there any official despatch on this subject? If so, what is the nature of that despatch?

2. Is the British Government desirous to separate these Colonies from the Mother Country? Have they in any despatch signified such a desire? If they have, about what date is that despatch?

3.

The reading of these questions was followed by long continued applause¹⁹.

Que les journaux y reviennent fréquemment n'est donc pas surprenant.

Après avoir lu dans le Halifax Evening Express une lettre du secrétaire d'Etat pour les colonies, Graham doit se rendre à l'évidence que le gouvernement britannique est favorable au projet:

We copy from the Halifax Evening EXPRESS a despatch of Mr. Cardwell, Secretary of State, to Viscount Monck, relating to the Confederation Scheme. It will be seen that the principle meets with favor from Her Majesty's Government²⁰.

Un extrait de cette lettre, que le Headquarters publie à son tour, permet de voir qu'on ne peut plus, en effet, se faire d'illusion à ce sujet. Le gouvernement britannique se pronon-

19. The Morning Freeman, le 24 novembre 1864.

20. The Headquarters, le 28 décembre 1864.

ce en faveur de l'union:

Downing Street, 3rd. De., 1864.

My Lord. Her Majesty's Government have received with the most cordial satisfaction Your Lordship's Despatch of the 7th ult., transmitting for their consideration the Resolutions adopted by the Representatives of the several Provinces of British North America, who were assembled at Quebec. With the sanction of the Crown, and upon the invitation of the Governor General, men of every Province, chosen by the respective Lieutenant Governors, without distinction of party, assembled to consider questions of the utmost interest to every subject of the Queen, of whatever race or faith, resident in those Provinces; and have arrived at a conclusion destined to exercise a most important influence upon the future welfare of the whole community²¹.

Le Colonial Farmer donne aussi copie de cette lettre et en fait un commentaire qui ne peut laisser de doute sur son option fédéraliste²².

Le Headquarters, en réalité, ne semble pas encore s'opposer directement aux idées des fédéralistes, mais il s'attaque d'abord au fait qu'ils précipitent les événements. C'est ce que Graham écrivait au sujet de l'union et en ce qui concernait la séparation d'avec la mère-patrie - résultat auquel aboutirait l'union, pensait-on:

21. The Headquarters, le 28 décembre 1864.

22. The Colonial Farmer, le 2 janvier 1865.

Union - the formation of a new nation - will be a long step towards independence, and the severance of the dearly and justly prized connection. Independence, no doubt, will come in time, but where is the need of being in a mighty hurry to attain it ²³?

L'auteur de ces lignes, on le voit, ne manque pas de clairvoyance.

A ce sujet, le Colonial Farmer exprime longuement son opinion. Il ne croit pas que le gouvernement britannique soit désireux d'abandonner les colonies sauf - et ceci, dit-il, est compréhensible - si le lien coûtait trop cher et que les colonies refusaient d'en partager les dépenses ²⁴.

Selon les fédéralistes, un des avantages de la Confédération serait de faire des colonies britanniques de l'Amérique du Nord une grande nation forte et importante aux yeux du monde. Dans le Reporter du 25 novembre, on lit:

But there are many other reasons, equally imperative to compel us to an Intercolonial Union at the present time, and under our present circumstances. There is.....above all, the absence of that NATIONALITY which seems at the present to be so essential to the existence of a self-reliant and enterprising people, long left

23. The Headquarters, le 21 décembre 1864.

24. The Colonial Farmer, le 2 janvier 1865.

to struggle, in detached and helpless communities, with the world and with each other²⁵.

Il est de plus précisé qu'il serait ridicule de prétendre que l'union entre les provinces maritimes pourrait leur donner le sentiment d'une existence nationale. Plus tard, l'éditorialiste se réjouit de l'attitude à son point de vue favorable, adoptée par Mgr Connolly, archevêque d'Halifax²⁶. Un extrait de cette lettre permet de connaître clairement l'opinion de l'archevêque catholique et de comprendre qu'elle soit un sujet de réjouissance pour les fédéralistes:

I feel it my duty to declare myself equivocally (sic) in favor of Confederation as cheaply and as honorably as possible, but Confederation at all hazards and at all reasonable sacrifices²⁷.

C'est là la conclusion à laquelle il est arrivé après avoir bien pesé le pour et le contre, poursuit l'archevêque. Citant les exemples de l'unité italienne et de l'unité allemande, il ajoute que la Nouvelle-Ecosse devra nécessairement envisager le changement un jour. Puis il invoque la nécessité militaire et présente l'union comme la seule solution. C'est ainsi, écrit Hogg, qu'il faut envisager la question. Et il

25. The Reporter, le 25 novembre 1864.

26. Ibid., le 20 janvier 1865.

27. Loc. cit.

poursuit en magnifiant la grandeur possible de ce pays que formeront les provinces confédérées:

A country rich in all its natural resources, and in all the elements of commercial greatness - a land of mines and minerals, of rivers, lakes, prairies and woods - a territory comprising an area of 4,000,000 square miles, 3000 long by 2000 broad, (taking the whole extent), stretching from ocean to ocean, and capable of supporting a population of 40,000,000 of people, one heart pulsating from centre to circumference, one country, one Government. And what would be our position to the outer world? A gold mine and coal shed on the Atlantic - N.S.; a gold mine and coal shed on the Pacific - Vancouver. But let us once complete the great Railroad running across the entire length of our territory, and "the mind becomes bewildered" in contemplating our future greatness²⁸.....

Voilà un extrait qui montre un certain talent littéraire chez son auteur mais qui fait un peu sourire à un siècle de distance. Hogg cependant n'est pas le seul à parler en ces termes. Plusieurs confédératinnistes dans les diverses provinces ont exploité ce thème. Déjà à Charlottetown, Cartier et Brown avaient brossé un tableau grandiose du nouveau pays. De même, Macdonald et McGee ont à plusieurs reprises fait valoir cet aspect comme l'un des avantages de la Confédération. En ceci comme en bien d'autres points, les discours des hommes politiques canadiens ont sans doute influencé le rédacteur du Reporter et les autres

28. The Reporter, le 20 janvier 1865.

fédéralistes du Nouveau-Brunswick.

Une autre série d'arguments fait aussi couler beaucoup d'encre pendant cette période: ce sont ceux touchant directement ou indirectement à l'aspect financier du projet. Tilley est incontestablement le grand financier de la province. On se sert donc de ses chiffres ou pour promouvoir le projet ou pour le condamner.

Comme on peut s'y attendre, le Headquarters s'attaque aux exposés de Tilley relatifs aux finances. Graham dit d'abord que tous ces calculs n'ont pas été prouvés. Tilley montre peut-être bien, ajoute-t-il, comment les gens vont bénéficier de la Confédération mais n'ose pas dire clairement ce qu'ils auront à payer²⁹. C'était un fait. Tilley et les autres fédéralistes se gardaient bien de mentionner cet aspect de la question. Mais bien qu'il exprime ainsi ses doutes sur l'exactitude des chiffres fournis par le financier, il ne se risque pas à prouver leur fausseté. Il met en garde ses lecteurs au sujet de ce que les fédéralistes des diverses provinces avancement comme bienfaits financiers de la Confédération. Comment ne pas en douter, demande-t-il, puisqu'eux-mêmes se contredisent entre eux:

29. The Headquarters, le 23 novembre 1864.

While there is such a discrepancy between their statements, no one can rest their faith on any; when it is found that 11, 12, 14, 16 millions are variously put down as the required sum for the expenses of the Confederation; that, one, like Galt, founds his estimates on the large and superabundant revenue of the present year, resolutely forgetful of large past and long continued deficiencies; while another, like Archibald, acknowledges that the present prosperity cannot be depended upon, pitches his on the average of the last seven or eight years, and yet it is seen that his estimate is palpably short and yet above that of another, like Tilley, who does not make allowance for the present prosperity, grave doubts arise as to the exact knowledge of any of them on the most important subject of money ³⁰.

Graham, sans être un expert dans les chiffres, semble voir un point assez clairement: aucun des fédéralistes ne sait exactement ce que la Confédération va coûter. Et il ne doute pas non plus du fait que la question de taxation suscite bien des craintes chez les gens. Pour exploiter cet aspect, il emprunte donc plusieurs extraits de discours de politiciens anti-fédéralistes. Il cite, par exemple, Needham critiquant l'article du rapport ayant trait aux pouvoirs du gouvernement fédéral en matière de taxation ³¹. Il rapporte aussi les propos d'un ardent fédéraliste, Fisher, qui admet la nécessité d'augmenter les taxes sous le régime fédéraliste à l'étude. C'est souvent ainsi d'ailleurs -

30. Loc. cit.

31. Loc. cit.

en commentant les discours des hommes politiques - que la plupart des journaux de la province traitaient des divers aspects de la question.

Les rédacteurs des trois journaux de la capitale n'ont donc pas chômé pendant ces quelques semaines qui ont suivi la Conférence de Québec. Le Headquarters s'est montré, encore plus qu'auparavant, opposé aux délégués et au projet et a été particulièrement fécond en articles destinés à réfuter les arguments en faveur du plan de Québec.

Hogg, du Reporter, appuyait toujours Tilley et les fédéralistes, et sa plume se faisait encore sarcastique en réfutant les arguments de l'opposition. Quant au Farmer, il oublie momentanément sa neutralité en matière politique et se prononce ouvertement en faveur du projet.

Des événements se préparent cependant qui mettront encore bien plus les politiciens, les journalistes et toute la population en état d'alerte: la dissolution de la Chambre et l'annonce de nouvelles élections.

Tilley et les fédéralistes, pressés par l'opinion publique, avaient dû promettre de ne pas soumettre le projet à la Chambre, dont le terme d'office devait expirer en juin 1865.

Mais le chef du gouvernement ne voulait pas la dissolution, craignant une défaite. Son but était, en premier lieu, d'instruire le peuple. Cependant, depuis quelque temps déjà, Gordon insistait en faveur d'une dissolution. Et au sein même du gouvernement la dissension régnait. Finalement, le 20 janvier, Tilley dut s'y résigner.

Quelle sera donc l'attitude des journaux de Frédéricton pendant la campagne électorale qui va s'ouvrir? Rien de nouveau quant à l'attitude générale, chacun continuant à appuyer son parti. Le Headquarters et le Reporter reviendront un peu plus longuement sur certains points déjà traités tout en introduisant quelques thèmes nouveaux pour répondre aux besoins de l'heure. Le Colonial Farmer montrera encore ses préférences mais sans trop expliciter sa position.

Les arguments importants de la campagne sont en grande partie centrés sur le détail du plan de Québec, la question de défense nationale et l'aspect économique du projet. Mais d'abord, les journaux ont été amenés à commenter de diverses façons la dissolution des Chambres.

Le Reporter publie la nouvelle sans nombreux commentaires. Le fait semble lui paraître tout naturel³³. Le Colonial Farmer,

33. The Reporter, le 27 janvier 1865.

bien que favorable à Tilley, montre qu'il avait très peu de sympathie pour l'ensemble de la Chambre:

The House of Assembly is defunct - dead and done for - peace to its ashes, but we do not believe there will be many mourners, we mean real, honest mourners, to weep over its premature grave³⁴.

Le Headquarters du 1er février dit que cette dissolution hâtive indisposera les gens et les fera voter contre le projet alors qu'avec le temps ils l'eussent peut-être appuyé. On peut penser que le gouvernement a des raisons cachées de vouloir ainsi forcer les événements. Les gens sont donc méfiants, affirme-t-il³⁵. Il publie fidèlement les discours véhéments de Smith qui trouve le moment mal choisi pour des élections et parle de cette décision comme d'un acte arbitraire³⁶.

La raison des nouvelles élections n'échappe à personne. Il s'agit bien d'un référendum. Le Colonial Farmer du 30 janvier dit déjà qu'il faudra voter "for or against the great question"³⁷. Et plus tard il reviendra sur le sujet, tâchant de montrer combien il importe de voter en faveur du projet. A cause de l'importance de l'issue du vote, il incite les électeurs à oublier les partis politiques et les ambitions person-

34. The Colonial Farmer, le 30 janvier 1865.

35. The Headquarters, le 1er février 1865.

36. Ibid., le 8 février 1865.

37. The Colonial Farmer, le 30 janvier 1865.

nelles³⁸.

Selon le Headquarters, les électeurs ne doivent pas appuyer les fédéralistes par loyauté envers le gouvernement de Londres qui, on l'a vu, s'est prononcé en faveur du projet. La question de l'heure n'est pas à savoir si le peuple veut la Confédération, mais s'il est prêt à l'accepter sous la forme adoptée par les délégués réunis à Québec:

It is very important for the electors to consider that they cannot send representatives to the House to re-model "the Scheme". The question is not whether a union of the Provinces is desirable but shall "the Scheme" be adopted or shall it be rejected? The question is really narrowed down to that. The delegates who concocted the "Scheme", the Government who will put it before Legislature, leave the people no other option. Under these circumstances the strongest advocate for a union of the Colonies, the most loyal subject of the Crown, can conscientiously oppose this hurriedly-pressed "Scheme"³⁹.

La stratégie de l'opposition se résume ainsi à critiquer certains aspects du plan de Québec mais sans attaquer l'ensemble du projet.

Graham y consacre plusieurs articles dans le Headquarters. Par exemple, au sujet de la nomination du lieutenant-gouverneur de la province par le gouvernement central, il rapporte les paroles d'Allen, un anti-fédéraliste⁴⁰. Il résume ensuite quel-

38. Ibid., le 6 février 1865.

39. The Headquarters, le 1er mars 1865.

40. Ibid., le 1er février 1865.

ques parties de la brochure du juge Marshall, de la Nouvelle-Ecosse, contre la Confédération. Plusieurs articles du schéma y sont critiqués. Le Headquarters rapporte, entre autres, ce que dit Marshall au sujet de l'injustice des clauses se rapportant à la représentation à la Chambre Haute. En commentant ce passage, Graham cite les Etats-Unis comme exemple d'une vraie union fédérale où la représentation est égale pour chaque Etat, petit ou grand. Puis il rapporte les paroles mêmes de Marshall prédisant la faiblesse des Maritimes dans le cas d'un conflit d'intérêts avec le Canada.

Il critique dans le même sens la 17e clause concernant la représentation selon la population à la Chambre des députés⁴¹. Cette critique revient dans une lettre d'un lecteur publiée par le Headquarters après avoir été refusée par le Colonial Farmer. Ce correspondant, qui ne manque pas d'à propos, écrit que:

...if the interests of New Brunswick and Canada should ever collide, those 15 would require to be Pitts and Talleyrands to preserve their constituencies being wronged⁴².

Et dans le même numéro du journal, le rédacteur donne un long rapport du discours prononcé par Allen au jour de la mise en

41. The Headquarters, le 23 février 1865.

42. Ibid., le 1er mars 1865.

candidature - discours en grande partie consacré à la critique de certaines clauses du rapport. Il s'agit encore des pouvoirs du gouvernement central, du contrôle du revenu des provinces, de la 67e clause concernant la défense. La province est-elle prête, se demande Allen, à confier ainsi toutes ses affaires importantes à un gouvernement où ses représentants n'auront, en pratique, aucun pouvoir. Pour donner plus de force aux arguments contre le plan de Québec, Graham attire l'attention de ses lecteurs sur le fait que, selon lui, on avait trompé le gouvernement impérial en lui présentant le rapport comme étant la décision unanime de tous les gens concernés. On ne peut même pas dire que les délégués de la province représentaient véritablement les deux partis de la Chambre, soutient-il. Et quand on a ainsi obtenu une approbation, on peut s'en servir pour influencer le peuple. C'est ce qu'appréhende l'opposition, ajoute-t-il:

They feel, also, that the home approbation obtained in this way, may be used to have an influence on the Provinces so as to induce them hastily, to accept a scheme that is not for their best interest to adopt⁴³.

43. The Headquarters, le 1er février 1865.

Par conséquent, Graham trouve important d'insister sur le fait que les adversaires du projet ne s'opposent pas nécessairement à l'union mais aux modalités décidées à Québec⁴⁴.

Cette insistance n'est pas sans besoin. Les fédéralistes, de leur côté, font toujours appel à la loyauté des gens envers la Grande-Bretagne. Le Reporter, par exemple, en fait son préambule à la grande question de défense nationale. Veut-on prendre le risque d'être annexé aux Etats-Unis? Voilà, selon Hogg, ce qui arrivera si on n'adopte pas la Confédération:

...the alternative left for the people to adopt has been well defined - Confederation on one side, Annexation on the other⁴⁵.

Ici encore on reconnaît un thème qui a été développé au Canada - particulièrement par Cartier. Cette alternative ne fait plus de doute, dit Hogg, quand on considère les désirs de la Grande-Bretagne concernant ses colonies d'Amérique. Autrefois, ajoute-t-il, on ne pouvait douter de la fidélité des gens du Nouveau-Brunswick envers la mère-patrie. Va-t-on aujourd'hui faire la sourde oreille quand sa Majesté se prononce officiellement en faveur du projet⁴⁶ ?

44. Ibid., le 15 février 1865.

45. The Reporter, le 24 février 1865.

46. Loc. cit.

Parallèlement à la question de défense nationale se débattent également les arguments d'ordre économique. Pour une petite province de 270,000 habitants très peu développée économiquement, comment ne pas se demander où se trouvent les meilleures promesses d'avenir? Les politiciens et les journalistes n'ignorent pas cet intérêt et l'exploitent intelligemment durant la campagne électorale. Les rédacteurs des journaux ne semblent pas vouloir débattre ces problèmes. Ils se trouvent souvent à publier les discours de certains candidats: Tilley pour les fédéralistes, Allen et Hatheway pour les antis. Cependant le rédacteur du Headquarters prévient les gens qu'il ne faut pas s'attendre à voir dans la constitution une clause concernant le chemin de fer. Au Canada, on dit très ouvertement qu'il n'en sera pas question. Il rapporte à ce propos les paroles de Macdonald:

He did not understand that the Intercolonial Railway project formed a part of the proposed constitution. It was, however, the condition upon which the Lower Provinces agreed to enter the Confederation. There were many clauses in the resolutions adopted into the Conference which would not be put into the bill to be introduced into the Imperial Parliament. It did not follow, therefore, that the Intercolonial Railway clause bore a constitutional character⁴⁷.

47. The Headquarters, le 15 février 1865.

Le Headquarters conclut: on ne construira donc de chemin de fer que si la majorité du nouveau parlement le veut bien. Et comme les Canadiens ont déjà manqué à leur parole à ce sujet, il ne faut pas se faire d'illusion⁴⁸.

Deux semaines avant les élections, Tilley demande à Macdonald de lui aider à raffermir la confiance des gens sur ce point. Autrement les fédéralistes n'auront aucune chance, écrit-il. Macdonald lui donne immédiatement sa parole⁴⁹. Le Headquarters commente le résultat de ces démarches, disant que même le fait d'inscrire cette clause dans l'Acte impérial n'en assure aucunement la mise en exécution:

But suppose the Railroad is mentioned in the Imperial Act, will that build the line? Will the route, or the time within which it will be completed be defined in that Act? Most certainly not. The Imperial Legislature will not enact clauses which they cannot carry out themselves, It will be for the Confederate Legislature alone (when it exists) to define the route, to fix the time, and above all, to vote the money. Could not a wily Canadian politician find means to defeat the Railroad on any of these points? The Bill might even be thrown out by the New Brunswick members disagreeing and dividing on the question of the route⁵⁰...

48. Loc. cit.

49. W.S. MacNutt, op. cit., p.429-430.

50. The Headquarters, le 1er mars 1865.

Il conseille donc aux gens d'attendre la construction du chemin de fer avant de se prononcer en faveur de la Confédération. Comme autre argument à l'appui de cette option, il tâche de prouver que, dans le plan des Canadiens, la construction des canaux passe avant celle du chemin de fer⁵¹.

Dans le Reporter on trouve des discours de politiciens sur la question des chemins de fer - discours pleins de promesse et d'optimisme. Peter Mitchell et Fisher sont souvent cités.

Les journaux ont donc été d'importants moyens de propagande durant la campagne. A part ces arguments pour ou contre une partie du projet, on rencontre soit des articles dont les uns font la louange des candidats⁵²; les autres déclarant selon l'option du journal, que les gens sont favorables⁵³ ou opposés⁵⁴ au projet; soit des annonces telles celles vues dans le Reporter faisant connaître des publications sur la Confédération⁵⁵. L'une d'entre elles est à propos d'un chant intitulé "Confederation Gallop" et dont les mots sont de nul autre que le rédacteur lui-même.

51. Loc. cit.

52. The Headquarters, le 15 février 1865.

53. The Reporter, le 24 février 1865.

54. The Headquarters, le 22 février 1865.

55. The Reporter, le 10 mars 1865.

Entre temps, le 20 février, le Colonial Farmer annonce qu'il va cesser de publier des articles sur la Confédération. Lugrin se rend compte qu'il s'est éloigné de sa neutralité:

We have received a number of Communications during the week, relating almost exclusively to Confederation - some favoring, others opposed to the scheme. Upon consideration, we have concluded not to publish any of them. When the question of Federation was first referred to in our columns, we were under the impression that as it was a constitutional question, we might safely give an opinion without interfering in any way with politics. Recent circumstances have led us to believe that we are mistaken, and that its discussion in the Farmer is inconsistent with its character as a neutral paper⁵⁶.

C'est désormais dans le Herald, mentionne-t-il, qu'on trouvera son opinion à ce sujet. Mais, en fait, le Herald ne publia que de nouvelles officielles⁵⁷.

Toute cette période, on le voit, en fut une très active pour les journaux de la capitale comme pour les politiciens. Comment les gens réagissaient-ils à cette propagande? Voilà un autre aspect intéressant de la question. En fait, si on en juge par divers rapports des trois journaux étudiés, les réunions attiraient des foules de plus en plus nombreuses et dont

56. The Colonial Farmer, le 20 février 1865.

57. The Reporter, le 3 mars 1865.

l'intérêt grandissait⁵⁸, alors qu'immédiatement après la Conférence de Québec, on notait un peu d'apathie et un manque d'enthousiasme⁵⁹. A mesure que la campagne avançait, les journaux des deux partis s'accordaient à dire que tous les gens prenaient position. Chaque journaliste, évidemment, commentait et interprétait à sa manière les diverses réactions. Ainsi, on peut lire dans le Reporter du 27 janvier, immédiatement après la dissolution:

The friends of Confederation in other parts of the Province will be pleased to learn that in this City and County the good cause is every day becoming more and more popular. The same may be said of Sudbury and Carleton; and indeed, so far as we know, the victory of the Confederates will be an easy one in all the River districts⁶⁰.

Le Headquarters à son tour, dit que de plus en plus les gens s'opposent au projet:

The Anti-Confederate feeling is growing in strength throughout the Province. The Scheme the more it is considered the more it is distrusted⁶¹.

-
58. The Colonial Farmer, les 21 et 24 novembre 1864; The Headquarters, le 21 décembre 1864; The Colonial Farmer, les 9, 16 et 23 janvier 1865; The Reporter, le 27 janvier et le 3 février 1865; The Headquarters, les 15 et 22 février 1865.
59. The Colonial Farmer, le 21 novembre 1864.
60. The Reporter, le 27 janvier 1865.
61. The Headquarters, le 23 février 1865.

Les résultats des élections apparaissent au début de mars.

Dans le comté de York (dont Frédéricton est le chef-lieu) les 4 candidats anti-fédéralistes sont élus avec une grande majorité. Ce résultat n'a rien à voir avec la question de Confédération, peut-on lire dans le Reporter:

As regards the final results, the question of Confederation in the abstract has had no more to do with it than the man in the moon. In a few words it has been brought about principally by Mr. Hatheway's influence, by the Roman Catholics, who have heard the cry that we are to "lose our Parliament" like Ireland did, and by a revival, (only a temporary revival), of the dying members of the old Tory party⁶².

Cette victoire n'est pas définitive, ajoute Hogg la semaine suivante, alors que les autres résultats compilés sont encore contre le projet. Quand les gens y auront songé sérieusement, ils reviendront sur leur décision⁶³. Plus tard, néanmoins, il sera moins optimiste. La défaite est si complète, 6 sièges seulement sur 41 ayant été remportés par les fédéralistes. On a peut-être refusé une occasion unique de fonder un grand empire, dit-il. Et ce refus vient en grande partie de gens qui ne

62. The Reporter, le 3 mars 1865.

63. The Reporter, le 10 mars 1865.

connaissent rien dans la vie publique et ne contribuent en rien à son développement⁶⁴. Un bon nombre de gens au Nouveau-Brunswick, on l'a vu, s'intéressaient surtout à ce qui les touchait directement sur le plan local. Peut-être avaient-ils raison de dire que la grande question de l'heure les dépassait.

Les premiers responsables de la tournure des événements sont les catholiques, affirme Hogg, et ils sont maintenant les maîtres de la situation avec Anglin, leur chef. Son article à ce propos sent l'amertume et la rancœur:

In the first place, then, the most prominent position must be assigned to the Roman Catholics; they are indeed masters of the situation, and by their unanimity in this instance they have discovered their own power and Protestant find their anomaly - a minority becomes a majority. The present Government is one of their creation; in York, St. John, Westmorland, Charlotte, and elsewhere, the Catholic vote has decided the question, and now who can feel surprised if they make their own power sensibly felt and use it to their own aggrandizement. Let them ask largely; the Government will not dare refuse them; and if Mr. Anglin has any idea of becoming dictator general, and sitting in Arthur's seat, now is the time; he commands full thirty votes in the General Assembly, and who dare oppose the great dictator⁶⁵.

Mais il considère cependant que les catholiques ont été en ceci

64. Ibid., le 24 mars 1865.

65. The Reporter, le 24 mars 1865.

les jouets des "Tories".

Looking at another view of the case, they are only means employed by the Tories whereby they might again ride into office; they saw that if the Roman Catholics could only be secured, results otherwise un hoped for, might result to their side⁶⁶.

L'élément catholique a certes eu une part à jouer dans la victoire des anti-fédéralistes. Mais on doit admettre que Hogg exagère un peu. D'autres facteurs, selon l'historien Bailey, ont contribué autant sinon plus à la défaite des fédéralistes. Il cite, par exemple, l'incertitude au sujet du chemin de fer intercolonial, de la route qui serait adoptée, et l'influence des hommes d'affaires du sud-ouest qui préféreraient le commerce avec les Etats-Unis. Le Headquarters, pour sa part, ne peut que se réjouir des résultats. Il publie un article de nature à montrer que la Confédération n'est pas plus populaire à Terre-Neuve où la Législature vient de différer la décision à ce sujet⁶⁷. Et un autre soulignant qu'à l'Ile-du-Prince-Edouard l'idée de la Confédération est déjà morte. Pour justifier cette affirmation, il cite le Charlottetown Herald:

66. Loc. cit.

67. The Headquarters, le 8 mars 1865.

The Confederation Scheme propounded at Quebec by self-constituted Delegates has at length undergone a thorough discussion in Charlottetown, and indeed in all sections of the Island. The result is the almost unanimous rejection of the terms offered to this Island by the Quebec Conference⁶⁸.

Il sent le besoin de défendre le gouvernement contre les Canadiens. Il cite, par exemple, un passage du Chronicle de Québec où il est dit que l'influence américaine explique la victoire des fédéralistes. Cet article selon Graham, manque de fondement⁶⁹. D'après lui, la défaite des fédéralistes a pour cause le plan même de Québec et l'empressement à le faire adopter avant qu'il ne soit connu à fond. Voici comment il exprime cette dernière idée, qui d'ailleurs rejoint ce qu'il disait déjà au début de la campagne:

We believe that the question decided at the polls was not union or no union; but was the hurriedly concocted and hastily pressed scheme - a scheme, as assumed, that had all the force of a treaty, and could not be modified in any particular - such a measure as would prove beneficial to New-Brunswick? Underlying all these was a distrust of the Canadian politicians in the minds of the people. They were suspicious of the extreme and unnecessary haste with which they sought to carry through their scheme. On account of that haste it got to have a bad name, and was looked upon

68. The Headquarters, le 8 mars 1865.

69. Ibid., le 15 mars 1865.

as a scheme in the worst sense of the word. The conflicting statements of its propounders raised further suspicions that there was something behind it all, and it was seen that it would be unwise in the extreme to allow it to pass before it was thoroughly understood. Time for due consideration was imperatively demanded and that time the propounders of the scheme would not give. They owe the defeat greatly to this undue, unnecessary, and indecent haste⁷⁰.

Cette opinion, on le voit, se rapproche quelque peu de celle du Reporter citée plus haut⁷¹. Graham admet donc qu'on n'a pas renoncé à la Confédération comme telle.

De plus, étant bien au courant des opinions canadiennes, il se rend compte que la lutte n'est pas finie. Il faudra, prévient-il, que le nouveau gouvernement soit sur ses gardes. Les Canadiens vont vouloir prendre les moyens pour obliger le Nouveau-Brunswick à revenir sur sa décision. Les propos que voici font preuve de clairvoyance autant que de connaissance:

Great watchfulness will be required on the part of those gentlemen who will undertake the management of the affairs of the Province at this time. The Canadian Government are going to take a step that will require action from the incoming Government of New-Brunswick....The

70. The Headquarters, le 15 mars 1865.

71. The Reporter, le 10 mars 1865.

Canadian Government, we know, have declared that they have no intention whatever to attempt to force these Lower Provinces into a Union; (.....) But it is evident from this statement of MacDonal'd, that the thought was running in his head, that it is intolerable that New Brunswick, with its paltry 250,000 of a population, should stand in the way of a great scheme that Canada, with 2,500,000, is desirous of adopting, and no doubt if it was properly represented, the Imperial Government would see it in the same light, and "reason with"- that's the phrase - this stubborn Province, said Mr. Cartier, in the same debate, "We are going to lay the scheme before the Imperial Government, in hopes that they will reason with the Maritime Provinces". No compulsion whatever on our part; none, gentlemen of the Lower Provinces, none; only we will do all in our power to induce the Imperial Government to compell you to adopt our scheme⁷².

La période qui se termine, couvrant de novembre 1864 à mars 1865 - c'est-à-dire depuis la Conférence de Québec jusqu'à la victoire anti-fédéraliste - n'en fut pas une de tout repos pour les journaux de Fredericton. On a pu constater que, de plus en plus, ils savent exploiter les divers aspects de la question. Et tout en gardant leurs articles orientés vers les intérêts de leurs lecteurs, ils élargissent leurs horizons, et développent certains thèmes de plus grande envergure, se lais-

72. The Headquarters, le 22 mars 1865.

sant parfois influencer ou inspirer, il semble bien, par les politiciens et les journalistes des autres provinces concernées.

C H A P I T R E I I I

Le Gouvernement anti-fédéraliste Mars 1865 à avril 1866

Le 17 mars 1865, le gouvernement Tilley cédait la place à un gouvernement anti-fédéraliste dirigé par Albert Smith. Robert D. Wilmot et Timothy Anglin, tous deux du comté de St. John, étaient ministres sans portefeuille. Anglin était un des membres les plus influents du Cabinet de même que John C. Allen, un ardent anti-fédéraliste de York et G.L. Hatheway qui avait abandonné Tilley après la Conférence de Québec. Aucun des fédéralistes influents n'avait un siège en Chambre. Mitchell et Chandler, cependant, demeuraient des membres importants du Conseil législatif continuant à soutenir le point de vue fédéraliste. Le parti au pouvoir comptait 27 des 41 députés et paraissait très fort. En fait, divers intérêts s'y rencontraient et le seul facteur d'unité était l'opposition au projet de Québec. Le Reporter se plaisait à le souligner:

If the extremes of thought, and feeling,

and action on political views and domestic policy, be necessary to the composition of a Government, then we, happy citizens of New Brunswick, have at this moment the most perfect Cabinet that ever had an existence here or elsewhere; and as "extremes meet" so do our Executive rulers meet in every day life, in the Legislature, and in the Council Chamber¹.

" A queer mixture of Tories and Liberals", lisait-on aussi dans le Telegraph². Le Reporter, qui avait auparavant qualifié le gouvernement de conservateur, devait revenir sur ses paroles³. Le Headquarters répliquant à certains journaux fédéralistes réaffirmait que la seule explication du résultat des élections reposait sur l'opposition du peuple au projet de Québec⁴. Cette opinion semble communément acceptée.

Quelques journaux insistaient pourtant sur l'influence catholique qui se serait fait sentir dans la campagne électorale et en faveur du nouveau gouvernement. Cette opinion, semble-t-il, est assez juste. Les catholiques, Irlandais et Acadiens, étaient opposés à la Confédération. Alfred G. Bailey, spécialiste en histoire du Nouveau-Brunswick, accorde lui-même beaucoup d'importance au rôle joué par l'élément catholique pendant cet-

-
1. The Reporter, le 12 mai 1865.
 2. The Morning Telegraph, le 5 avril 1865.
 3. The Reporter, le 5 mai 1865.
 4. The Headquarters, le 29 mars 1865.

te période⁵. W.L. Morton, dans son livre The Critical Years, semble du même avis⁶. Mais le Headquarters trouve des arguments pour essayer de prouver que tel n'est pas le cas. Comment cette influence des catholiques peut-elle être si grande, écrit-il, quand dans une Chambre de quarante-et-un députés seulement cinq sont catholiques⁷? Plus d'un tiers de la population de la province est catholique commentait un abonné, montrant que la représentation était très inférieure à cette proportion⁸.

La lutte au sujet de la Confédération prenait désormais soit la forme d'attaques personnelles, soit de réfutation de détails parfois même étrangers au projet. Car pour le parti de l'opposition, c'est-à-dire les députés fédéralistes, il s'agissait de faire déprécier le gouvernement en soulignant ses faiblesses. Le parti au pouvoir, ayant peu d'objectifs très précis à atteindre, devait donc souvent se borner à défendre ses propres attitudes. Dès les débuts de cette pério-

-
5. A.G. Bailey, "Basis and persistence of Opposition to Confederation in New Brunswick", dans The Canadian Historical Review, décembre 1942, p.397.
 6. W.L. Morton, The Critical Years, McClelland and Stewart Ltd., 1964, p.172.
 7. The Headquarters, le 25 mars 1865.
 8. Ibid., le 5 avril 1865.

de c'est ce que l'on peut constater aussi dans les journaux de Fredericton.

Le manque de cohésion dans les arguments des députés anti-fédéralistes sautait aux yeux. Le Headquarters dut porter secours aux membres du gouvernement contre les attaques du Reporter à ce sujet. Il explique que le gouvernement ne s'était à aucun moment engagé à réaliser un autre projet s'il était porté au pouvoir mais seulement d'empêcher que la Confédération n'ait lieu⁹. Après l'ouverture de la session, le Reporter revient à la charge s'appuyant sur le contenu du discours du Trône pour dénoncer la faiblesse du gouvernement¹⁰. D'ailleurs les occasions ne lui manquèrent pas pour continuer dans le même sens aussi longtemps que les anti-fédéralistes furent au pouvoir.

L'opinion du gouvernement impérial retenait encore beaucoup l'attention durant cette période. On semblait pressentir que ce serait le facteur décisif. Toute la correspondance entre le secrétaire pour les Colonies et les représentants de la Couronne était étudiée à la Chambre et devenait l'objet de nombreux commentaires dans les journaux. Les uns voulaient y voir une preuve que les Canadiens avaient mal renseigné Lon-

9. The Headquarters, le 6 avril 1865.

10. The Reporter, le 5 mai 1865.

dres. Les fédéralistes soulignaient plutôt l'empressement de la Grande-Bretagne à approuver le projet. Le Headquarters et le Reporter consacrent de grands espaces à ce sujet. Le rédacteur du Headquarters, pour sa part, publie les lettres concernant la Conférence de Québec et cherche à dégager, pour ses lecteurs, l'attitude de Gordon. Le lieutenant-gouverneur, prétend-il, trouvait amusante cette conférence ambulante mais n'est pas favorable aux propositions auxquelles elle est arrivée¹¹. Il est, en fait, difficile de savoir quelle était précisément la position de Gordon à ce moment. Il est généralement admis que le lieutenant-gouverneur ait été opposé au projet jusqu'à ce que Londres l'oblige à s'y montrer favorable. Les lettres de Cardwell, pour leur part, ne laissent aucun doute sur l'attitude favorable de Londres relativement au projet de Confédération. Celle qu'il adressait au gouverneur général Monck, le 27 juin 1865, illustre bien sa pensée:

My Lord, - I have the honor.....
On the first subject referred to in the
minutes that of the Confederation of British
North American Provinces, we repeat on the part

11. The Headquarters, le 17 mai 1865.

of the Cabinet the assurances which had already been given of the determination of her Majesty's Government to use every proper means of influence to carry into effect without delay the proposed confederation¹².

La lettre que Cardwell avait écrite à Gordon le 12 avril pour donner les impressions du gouvernement impérial sur le résultat des élections au Nouveau-Brunswick suscita une autre polémique. On était au début de juillet lorsque le Royal Gazette publiait cette lettre. Aussitôt les autres journaux s'en emparent. Le Reporter critique le gouvernement de ne pas l'avoir portée à la connaissance du public plus tôt. Puis il en cite un passage pour montrer que Londres attache beaucoup d'importance au projet de Confédération, y trouvant un moyen d'assurer la défense de la colonie. Ce passage, en effet, est très significatif:

It will be the duty of Her Majesty's Government to review in all its bearings the question of Confederation after the several Provinces shall have had the opportunity of expressing their sentiments upon it through the respective Legislatures. In the meantime it will only be right for New Brunswick to bear in mind that if the views which you have now expressed are to be regarded as sound, New Brunswick as a separate Province appears to be able to make no adequate provision for its own defence, and to rest in a very great degree upon the defence which may be provided for it by this country. It will, consequently, be likely to appear to your advisers

12. The Headquarters, le 12 juillet 1865.

reasonable and wise that, in examining the question of the proposed Union, they should attach great weight to the views and wishes of this country, and to the reasons on which these views and wishes have been based¹³.

La semaine suivante, il cite un rapport du discours de Sa Majesté à la dissolution du Parlement de Londres. Il n'y a plus aucun doute à entretenir quant aux désirs de la Reine et de ceux de toute la mère-patrie, de conclure Hogg. Ce rapport, de fait, est sans équivoque:

Her Majesty's speech at the dissolution of Parliament settles the matter relative to her views and wishes on Confederation. The telegraphic report of the speech says: "She regrets that the Confederation scheme in British America was not carried out, believing it would give the Provinces additional strength, and lead to many improvements" 14.

La dépêche de Cardwell, datée du 24 juin, semble être celle à laquelle les journaux et les politiciens attachent le plus d'importance. On en trouve une copie dans le Headquarters du 19 juillet. Encore une fois, il faut se rendre à l'évidence que les autorités britanniques sont favorables à la Confédération. Ce court extrait nous le dit clairement:

13. The Reporter, le 14 juillet 1865.

14. The Reporter, le 21 juillet 1865.

You will at the same time express the strong and deliberate opinion of Her Majesty's Government, that it is an object much to be desired that all the British North American Colonies should agree to unite in one Government¹⁵.

Graham voyait dans cette dépêche une preuve de plus de l'influence canadienne. Il espérait que Smith et Allen puissent éclairer le gouvernement de la mère-patrie. Ces deux politiciens du Nouveau-Brunswick avaient été délégués à Londres précisément pour exprimer les sentiments anti-fédéralistes de la population. Mais maintenant que Londres s'était prononcé catégoriquement en faveur du projet, Graham convenait que leur tâche devenait délicate. Sa critique ne ménageait en rien le gouvernement canadien¹⁶. Il semblait, malgré tout, caresser l'espoir que le gouvernement britannique modifierait son opinion après avoir entendu les deux délégués. A plusieurs reprises, il protestait de la loyauté des anti-fédéralistes envers la mère-patrie. Mais il soulignait aussi souvent les prérogatives d'un gouvernement responsable. Il cite à ce sujet un article du Woodstock Acadian intitulé "Downing Street revived" et rappelant avec humour qu'on n'est plus au temps du contrôle absolu par la Gran-

15. The Headquarters, le 19 juillet 1865.

16. Ibid., le 19 juin 1865.

de-Bretagne¹⁷. Lui-même écrit ces mots pleins d'à propos:

To confer on this Province a right of self-government would have been mockery, if, in consequence of its claims to deference as a protector, the wish of the Mother Country was in all cases to be followed whenever expressed, whatever the opinion of those to whom the power of judgement has been solemnly entrusted...¹⁸.

Les dépêches provenant de Londres n'étaient pas toujours publiées immédiatement. Le Reporter voyait dans ce fait le désir du gouvernement de camoufler la vérité¹⁹. Ces mêmes reproches revinrent à plusieurs reprises. Le Headquarters prenait alors la défense du gouvernement. On ne pouvait publier une dépêche avant qu'elle ne fut soumise au Conseil exécutif, expliquait-il, et elle n'a pas toujours assez d'importance pour motiver une réunion spéciale. Pourquoi faire tant de bruit autour d'une "mere expression of opinion"? demandait-il²⁰. Une des dépêches en question soulignait la difficulté de signer un traité de Réciprocité avec les Etats-Unis alors que les provinces étaient isolées. Le Headquarters s'acharnait à expliquer que les provinces séparées avaient signé ce même traité dans le passé,

17. Ibid., le 26 juillet 1865.

18. The Headquarters, le 30 août 1865.

19. The Reporter, le 22 septembre 1865.

20. The Headquarters, le 3 janvier 1866.

et que son rejet venait présentement des Etats-Unis et non des provinces britanniques²¹.

Non seulement mettait-on en avant l'attitude du gouvernement impérial, mais encore toute opinion venant de l'extérieur et de nature à influencer le public de quelque manière. Ainsi, les points de vue de l'Angleterre, du Canada, de la Nouvelle-Ecosse ou des Etats-Unis relatifs à cette affaire servirent à tour de rôle d'arguments pour ou contre le projet, selon le choix et l'usage de chacun. Dans le Reporter on trouve, par exemple, cet article du London Times recommandant l'utilisation d'influences extérieures pour briser l'entêtement du Nouveau-Brunswick:

"...but all the influence of the Governor-General and the persuasions of the other colonies will be necessary to overcome this illiberal obstinacy²²".

Il expose ensuite les motifs qui ont amené l'opinion britannique à se prononcer en faveur de la Confédération. Un autre article du London Post cette fois, cherche à répandre l'idée que la délégation des anti-fédéralistes à Londres a jeté, non sans raison, du discrédit sur leur gouvernement. Le Reporter se plaît à le citer longuement²³.

21. Loc. cit.

22. The Reporter, le 14 juillet 1865.

23. The Reporter, le 4 août 1865.

A son tour, le Headquarters publie un article du Pall Mall Gazette affirmant que les opinions sont encore partagées en Grande-Bretagne. On y lit que plusieurs sont en faveur du projet pour des raisons personnelles. La Confédération, prétend ensuite le journaliste anglais, si jamais elle se réalise, ne pourra durer. Il appuie cette assertion sur les difficultés géographiques²⁴.

Il ne faut pas croire que la perte du Nouveau-Brunswick aux mains des anti-fédéralistes enlevait tout espoir aux hommes politiques canadiens. Une délégation formée de Galt, MacDonald, Brown et Cartier avait précédé Allen et Smith à Londres et y exerçait une influence incontestable. Ensuite, comme nous l'avons déjà indiqué, la correspondance du secrétaire pour les Colonies se faisait plus pressante. Les anti-fédéralistes d'ailleurs s'en rendaient bien compte²⁵. Aussi, quand le ministre Wilmot fit connaître sa décision de passer au camp des fédéralistes, ils attribuèrent cette défection à l'influence canadienne. En fait, Wilmot était allé à Québec discuter des mesures à prendre au moment de l'abrogation prochaine du traité de Réciprocité avec les Etats-Unis. Son changement d'attitude datait-il de cette rencontre avec les hommes politiques

24. The Headquarters, le 25 octobre 1865.

25. The Headquarters, les 7 juin et 19 juillet 1865.

canadiens? L'historien MacNutt semble ne pas en douter²⁶ alors que Bailey impute plutôt ce changement au fait même de l'abrogation du traité de Réciprocité. Ce traité n'existant plus, Wilmot ne voyait plus aucune raison de s'opposer au projet de Confédération²⁷. Comme toujours, la presse s'empare du fait. Hogg s'amuse des réactions du Headquarters²⁸. Il rédige même une analyse personnelle de l'événement en riposte à celle que le Freeman a fait paraître. Le Reporter proclame que Wilmot a tout simplement été assez intelligent pour comprendre les avantages de la Confédération²⁹.

Au milieu de cette lutte, le gouvernement canadien avisait les provinces maritimes de sa disposition à modifier le plan de Québec si leurs besoins l'imposaient. Les Canadiens, lit-on dans le Headquarters, savent que leur gouvernement de coalition va s'effondrer si la Confédération n'est pas réalisée au plus tôt. Voilà pourquoi ils sont prêts à cette adaptation, dit Graham. De plus, certains fédéralistes canadiens

26. MacNutt, op. cit., p.436.

27. A.G. Bailey, Keystone to the Arch, p.46 et Basis and persistence of Opposition to Confederation in New Brunswick, p.394.

28. The Reporter, le 6 octobre 1865.

29. Ibid., le 20 octobre 1865.

affichent déjà un air assuré de la victoire, selon lui³⁰.
 Voilà, dit-il, un exemple de la dictature qui en imposerait
 orgueilleusement aux provinces maritimes si elles acceptaient
 le système confédératif:

Canadian necessities require that confederation
 should be consumated and N.S., N.B., P.E.I. and
 Newf. must accept willing or unwilling. This is
 the style in which the Maritime Provinces are spoken
 of now - a specimen of the dictatorial sort of
 government they may expect, should they ever place
 themselves at the mercy of such men as are urging
 on a union of all the Provinces³¹.

Un nouvel espoir gagne le Headquarters au moment de la
 démission de George Brown. La portée de ce geste est grande
 explique Graham, même si Brown ne se déclare pas opposé à la
 Confédération. Le projet de Confédération a échoué puisqu'il
 n'a même pas réussi à garder les partis politiques canadiens
 unis:

There are strong indications of great political
 trouble in Canada. The long but hollow truce that
 opposing parties have kept, is drawing to a close,
 and very soon party warfare will break out with all
 the more fury for its long suppression... (.....)
 Mr. Brown's professed support of Confederation will
 not strengthen the Government when he is opposed
 to them on every other point of policy. No one
 can believe that he would if he had earnestly believed

30. The Headquarters, le 8 novembre 1865.

31. Ibid., le 29 novembre 1865.

in the scheme of Confederation, if he really thought that there was a chance of the Lower Prov. accepting it, have abandoned the Government at such a very critical time... (.....)

It may be said that the scheme of Confederation has fallen through. It has not prevented what it was intended to prevent - party difficulty³².

Ce qui se passe en Nouvelle-Ecosse reçoit aussi beaucoup d'attention. Après la défaite des fédéralistes aux élections du Nouveau-Brunswick, Tupper n'ose plus aborder la question à la Législature de sa province. Et pour l'éviter, il revient à la proposition d'union des provinces maritimes³³. Le Reporter s'élève évidemment contre cette position³⁴. L'union des provinces maritimes, selon Hogg, donnerait la prépondérance à la Nouvelle Ecosse, enlèverait la Législature de Fredericton et l'empêcherait ainsi de bénéficier des avantages que la Confédération promettait.

Au temps de la campagne électorale, les fédéralistes avaient fait ressortir le danger d'annexion aux Etats-Unis et avaient qualifié les anti-fédéralistes d'annexionnistes. Même après la victoire des anti-fédéralistes, sachant bien de part et d'autres que la bataille n'est pas définitivement gagnée, on continue à s'attaquer en se servant des mêmes arguments. Le Reporter

32. The Headquarters, le 7 février 1865.

33. A.G. Bailey, Keystone to the Arch, p.44.

34. The Reporter, le 31 mars 1865.

dit qu'on parle encore d'annexion et qu'un des membres du gouvernement est en faveur de cette mesure. Il fait ici allusion à Anglin. Il tente ensuite de prouver à ses lecteurs que l'annexion coûterait plus cher que la Confédération. D'ailleurs, quelle influence aurait le Nouveau-Brunswick dans la grande République³⁵?

Un autre point intéressait la direction du Reporter. En janvier 1866 tout espoir de renouvellement du traité de Réciprocité s'était éteint. En vigueur depuis dix ans, ce traité prenait définitivement fin le 1er mars. Le Reporter voit en ce fait une raison de désirer l'adoption immédiate de la Confédération. Mais il y a plus. La menace des Féniciens plane encore, dit Hogg. Il faut donc penser à la défense des colonies, et seule la Confédération semble pouvoir la rendre possible³⁶.

Le Headquarters tourne en ridicule cette pensée des fédéralistes selon laquelle la Confédération est une solution au problème militaire. "That is their cure-all for every political ailment now", écrit-il³⁷. Quant à lui, il voit plutôt dans l'abrogation du traité une occasion favorable aux fédéralistes d'abandonner leur grand plan au profit d'une union ayant une

35. Ibid., le 2 juin 1865.

36. Ibid., le 23 février 1866.

37. The Headquarters, le 21 février 1866.

base commerciale et précédée de la construction du chemin de fer intercolonial. "If union is to come, let it come by degrees", suggère-t-il³⁸. En terminant son long article, l'auteur ajoute qu'en fait cette politique ne retarderait pas la consommation du projet mais plutôt ne ferait que le rendre réalisable.

Pour septembre 1865, des élections partielles s'annonçaient dans le comté de York. Allen venait de quitter le ministère Smith pour accepter un poste de juge. Une lutte s'engagea donc entre les fédéralistes avec Fisher d'une part, et Pickard, candidat ministériel, de l'autre. Ce n'était pas une lutte concernant directement la confédération, on le savait. Hogg écrivait même dans son journal que les résultats auraient peu d'importance puisque la confédération serait un fait accompli avant longtemps, de toute façon³⁹. Le Freeman cependant attachait beaucoup d'importance aux élections qui approchaient et devenait, en conséquence, l'objet des attaques du Reporter⁴⁰. Mais Hogg n'ignorait pas l'importance de cette campagne et savait bien qu'il ne s'agissait pas d'une affaire

38. Loc. cit.

39. The Reporter, le 29 septembre 1865.

40. Ibid., le 6 octobre 1865.

purement locale. Il trouvait injuste que Pickard fasse sa campagne avec l'appui et surtout l'argent du gouvernement⁴¹.

Les fédéralistes, vainqueurs, voulurent considérer ce gain comme une preuve de l'avancement de leur cause. En fait, selon l'historien Bailey, Fisher s'était vu obligé de promettre qu'il n'accepterait pas la confédération sans référendum au préalable, et il avait évité ce sujet le plus possible durant la campagne⁴².

Après la victoire de Fisher, le Headquarters rappelle les paroles de Pickard, le jour de la candidature, présentant le problème de la Confédération comme devant être la préoccupation première des électeurs. Mais tel ne fut pas le cas, dit-il, parce qu'on a volontairement détourné l'attention des électeurs⁴³. Bien plus, ajoute-t-il la semaine suivante, on a exploité la crainte des Féliens pour amener les simples d'esprit à croire que voter pour Pickard équivalait à un manque de loyauté envers la Grande-Bretagne⁴⁴. Il semble bien que Graham ait raison. Il est vrai que certains journaux fédéralistes ont fait bien du bruit autour de la question des Féliens au Canada.

Le Headquarters développe un autre facteur qui a contribué

41. Ibid., le 3 novembre 1865.

42. Bailey, Basis and Persistence of Opposition to Confederation in New Brunswick, p.394.

43. The Headquarters, le 15 novembre 1865.

44. Loc. cit.

à la victoire de Fisher. Il emprunte un article du Woodstock Acadian pour faire voir aux électeurs qu'il s'est agi d'une victoire de l'argent canadien.

...no person who saw the recent York election could have any doubt as to the power that turned the scale (...) The return of Mr. Fisher has certainly not cost the Canadian party less than ten thousand dollars⁴⁵.

Encore là, il n'est pas le seul à soutenir cette opinion. Bailey prétend que la crainte des Fénéniens et les fonds canadiens furent des éléments décisifs dans la victoire de Fisher⁴⁶.

P.B. Waite, par contre ne veut pas être aussi catégorique. Mais il admet que les effets psychologiques de cette victoire furent considérables⁴⁷.

Pendant ces polémiques, le gouvernement s'affaiblissait. Il se montrait de plus en plus impuissant à réfuter les arguments en faveur de la Confédération. Aussi, des membres importants du ministère s'en étaient détachés. Wilmot, on l'a vu, s'était rallié aux fédéralistes. Anglin, lui, bien que soutenant la politique du gouvernement face au projet de confédération, avait cependant remis sa démission à la suite d'un désaccord entre

45. Loc. cit.

46. Bailey, op. cit., p.394.

47. P.B. Waite, op. cit., p.254.

lui et son parti à propos de la construction du chemin de fer vers la frontière américaine. Il s'était, en effet, objecté à ce que le gouvernement confiât cette entreprise à une compagnie privée plutôt que d'en garder la direction.

Après l'abrogation du traité de Réciprocité, les promoteurs du chemin de fer se sont vus devant un sérieux obstacle. Le commerce avec les Etats-Unis serait désormais moins rentable. Aussi, un nombre d'anti-fédéralistes qui avaient préconisé le commerce avec les Etats-Unis ont dû repenser leur politique. Plusieurs se mirent à réfléchir plus objectivement sur le projet de confédération. De plus, la menace, quoique exagérée, des Fénians rendait urgente l'organisation d'un système de défense efficace. C'était d'ailleurs le principal argument des fédéralistes pour faire sentir le besoin de s'unir. La victoire de Fisher les faisait se prononcer avec plus de confiance et d'espoir. Sans doute, à tous ces facteurs favorables aux fédéralistes s'ajoute le désir de la Grande-Bretagne si manifestement exprimé.

Ces circonstances favorisaient le grand projet tant et si bien que, graduellement, même certains membres du ministère se rendaient compte que leur politique anti-fédéraliste n'allait pas résister longtemps.

Dans une telle situation, il va sans dire, le gouvernement

ne pouvait rien faire de positif. Aussi, l'opposition le soulignait-elle avec force. Les gens, écrivait Hogg dans le Reporter, ont maintenant changé d'opinion en ce qui concerne la Confédération. Bien plus, les raisons qui les motivent ne sont pas nécessairement relatives au projet. La faiblesse du gouvernement et son impopularité grandissante tournent les gens vers ses adversaires⁴⁸.

En janvier, on apprend que la session annuelle ne s'ouvrira pas avant le mois de mars. Le Reporter voit dans ce délai une preuve que le parti au pouvoir reconnaît sa faiblesse et craint une dissolution⁴⁹. Empruntant à Shakespeare le mot célèbre, il écrit avec une pointe d'humour que le gouvernement se trouve en face de la grande question "to be or not to be"⁵⁰.

Il n'y a pas que le Reporter pour constater les difficultés que traverse le gouvernement. Témoin ce passage du Headquarters:

It is part of the tactics of the Confederates to keep up a ceaseless agitation of the public mind, and to pour into the public ear hints, doubts, surmises, with the object of shaking its confidence in the Government⁵¹.

48. The Reporter, le 15 décembre 1865.

49. Ibid., le 14 janvier 1865.

50. Ibid., le 9 février 1866.

51. The Headquarters, le 14 février 1866.

Quelque temps avant l'ouverture de la Chambre, une rumeur circulait voulant que le gouvernement fût prêt à adopter le projet de Confédération moyennant certaines conditions. Or, comme le dit l'historien Waite, "the opposition had no wish to see Confederation brought in by others than themselves"⁵². Le Reporter alors crie son indignation et dénonce ce changement d'attitude des membres du gouvernement. Selon lui, la résiliation du traité de Réciprocité n'est qu'un heureux prétexte utilisé par ses adversaires; ils n'ont qu'un désir et qu'un intérêt: conserver leur place dans l'Exécutif⁵³. De part et d'autre, on savait que pendant cette session la crise éclaterait; on l'attendait avec un intérêt mêlé de crainte.

Le discours du Trône, l'adresse et le débat sur l'adresse sont donc les sujets de discussion et d'étude pendant les quelques semaines qui suivent l'ouverture de la Chambre. Le lieutenant-gouverneur dans son discours déclare que "it is an object much to be desired that all British N.A. Colonies should agree to unite in one Government"⁵⁴". Le Reporter, avec plusieurs autres journaux, reproduit le discours et l'adresse en les commentant sans ménagement. Le rédacteur, en premier lieu, tente

52. P.B. Waite, op. cit., p.257.

53. The Reporter, le 23 février 1866.

54. Ibid., le 9 mars 1866.

de prouver que l'adresse détruit le discours: D'une part le gouvernement est en faveur de la Confédération, de l'autre il se montre opposé. Or, le paragraphe de l'adresse dont il est question se lit comme suit:

The Correspondence which has taken place between Her Majesty's Principal Secretary of State for the Colonies and the Governor General of Canada on the affairs of British North America, when laid before us will receive due attention, and the opinion expressed by Her Majesty's Government will command that respect and attention which is due to suggestions emanating from so high a source; but in any scheme for a Union of the B.N.A. Colonies which may be proposed, it is, in the opinion of this House, absolutely essential that full protection should be afforded to the rights and interests of the people of this Province; and no measure which fails to obtain these objects, should be adopted⁵⁵.

En fait, ce passage, au sujet duquel Smith et Gordon s'étaient d'ailleurs entendus, ne pouvait facilement être interprété comme contredisant le discours. "It was non-committal but not unfriendly⁵⁶", dirait-on avec Wilson.

Il semble bien que l'opposition n'était pas plus désireuse de discuter du problème d'union. Au cours du débat sur l'adresse, Charles Fisher demanda un vote de non-confiance dans la politique de Smith pour son inaptitude à briser le menace

55. The Reporter, le 9 mars 1866.

56. W.E. Wilson, "New Brunswick's entrance into Confederation", dans Canadian Historical Review, mars 1928, p.18.

des Féliens. Il voulait ainsi éviter le sujet de Confédération. Mais Smith avait encore la majorité. Il aurait pu mettre fin au débat. L'opposition ne l'ignorait pas. Hogg le disait dans le Reporter du 30 mars:

How the affair will terminate we cannot say; but the probability is that there is enough of last year's corruption yet remaining to give a slight majority to the Government⁵⁷.

La semaine suivante, il y revient. Il se demande combien de temps encore le lieutenant-gouverneur va supporter ce manège⁵⁸.

Pendant ce temps, le Conseil législatif vote un mémoire à sa Majesté demandant la Confédération.

La crise qui se dessine depuis quelque temps est donc sur le point d'éclater. D'une part, le lieutenant-gouverneur se sent poussé par Londres à faire accepter le projet de Confédération par la province. De l'autre, le système du gouvernement responsable ne lui permet pas d'agir sans l'approbation de son Conseil exécutif. Reste à savoir ce que fera Smith face à la recommandation du Conseil législatif.

57. The Reporter, le 30 mars 1866.

58. Ibid., le 6 avril 1866.

C H A P I T R E IV

Le "Coup d'Etat" du lieutenant-gouverneur et la victoire fédéraliste Avril 1866 à juillet 1867

Un combat s'engage entre le chef du parti au pouvoir et le lieutenant-gouverneur. Smith refuse d'endosser la recommandation du Conseil législatif demandant la Confédération. Par contre, Gordon a reçu de Londres l'ordre de voir à ce que le Nouveau-Brunswick ne soit pas un obstacle à la confédération des provinces. Il juge que le temps est venu d'agir et que l'occasion est propice. Le 7 avril, les jeux sont faits. Le lieutenant-gouverneur - contre l'avis de son premier conseiller exécutif - se range du côté du Conseil législatif.

Ce "coup d'Etat", le parti au pouvoir ne peut l'accepter. Trois jours plus tard, soit le 10 avril, Smith et les autres ministres offrent donc leur démission. Gordon forme un nouveau Conseil exécutif avec des fédéralistes dont Fisher, Mitchell (membre du Conseil législatif avec qui il avait secrètement préparé le mémoire) et Tilley qui, on s'en souvient, n'est même pas député en Chambre. Le nouveau gouvernement

décide de ne pas faire adopter le projet de Confédération sans en appeler de nouveau au peuple. Les fédéralistes sentent que, de plus en plus, les arguments qui jouaient contre eux il y a un an ne valent plus. Les antis aussi le savent bien. On n'est donc pas surpris, de part et d'autres, d'apprendre que la Chambre est dissoute et que des élections s'annoncent pour le mois de juin.

On devine facilement le thème de campagne des deux partis. Les fédéralistes, d'une part, font valoir les arguments en faveur de "l'union" des provinces sans parler du plan de Québec, objet de tant de critiques et de craintes aux dernières élections. De leur côté, les anti-fédéralistes n'ont rien de positif à présenter. Leur campagne tourne autour de l'injustice dont ils ont été l'objet et de l'inconstitutionnalité de l'action du lieutenant-gouverneur.

Cette question constitutionnelle retient forcément l'attention des journalistes de Fredericton. Graham, pour sa part, ne cache pas son indignation et dénonce en termes non équivoques les agissements du lieutenant-gouverneur. C'était donc vrai, écrit-il, ce qu'on disait depuis quelque temps de Gordon - à savoir qu'il avait des pourparlers avec des membres du parti de l'opposition¹.

1. The Headquarters, le 11 avril 1866.

On savait que Gordon avait reçu l'ordre de faire adopter le projet de Confédération par n'importe quel moyen. Mais les antis n'excusaient pas pour autant sa manière d'agir. Cet ordre n'excluait pas les moyens justes et honnêtes, disait en substance le Headquarters:

If His Exc. was instructed to promote union by every means in his power, it is presumed that those means were to be fair and just, and not such as to leave a deep, rankling feeling of injury....².

La correspondance, les documents officiels et les mémoires de Gordon et de Smith concernant la question en litige sont publiés et commentés dans presque tous les journaux. Le Reporter prétend trouver preuve dans ces écrits que Smith s'est déjà compromis sur la question de confédération. C'est donc illogique qu'il n'approuve pas la réponse favorable de Gordon au mémoire du Conseil législatif³. Il réfère par là à la réponse au discours du Trône à l'ouverture de la dernière session⁴, et aux rapports des pourparlers qui avaient eu lieu récemment entre Gordon et Smith⁵. Hogg affirme aussi que c'est le devoir du lieutenant-gouverneur d'agir comme il l'a fait étant donné

2. The Headquarters, le 9 mai 1866.

3. The Reporter, le 20 avril et le 11 mai 1866.

4. Ibid., les 5 et 11 mai 1866.

5. Ibid., le 11 mai 1866.

les instructions de Londres⁶. Il a d'ailleurs le droit d'ignorer, au besoin, l'avis de ses conseillers, prétend le journaliste:

The constitutional right of the Governor to decline to comply with the advice of his Council has never been denied, and is carefully reserved by the third article of the Royal Instructions⁷.

Ceci va à l'encontre du principe du gouvernement responsable et les anti-fédéralistes se prévalent des idées déjà débattues à ce sujet dans la province. Mais, comme certains d'entre eux avaient été dans le passé parmi les opposants de cette prérogative, le Reporter s'en moque bien⁸.

Cinq jours après la démission du ministère Smith, l'arrivée des Fénians à la frontière mettait la province en état d'alerte. Pour les fédéralistes, on peut dire que c'était une heureuse coïncidence. Aux yeux de plusieurs, en effet, le problème de la défense devenait alors plus tangible. Il était donc relativement facile d'apporter cet argument comme preuve du besoin d'union entre les provinces. Graham trouve naturellement que les journaux fédéralistes exagèrent:

6. Ibid., le 20 avril 1866.

7. Ibid., le 4 mai 1866.

8. Ibid., les 11 et 18 mai 1866.

We think that it is time that the Confederate press ceased to use Fenianism as an argument in favor of their scheme and against its opponents⁹.

En ce qui concerne les insinuations touchant les soi-disant sympathies fëniennes des anti-fédéralistes, l'éditeur du Headquarters écrit qu'il est facile de prouver leur fausseté. Les volontaires anti-fédéralistes sont nombreux dans la milice¹⁰.

Les autres arguments de la campagne électorale ne furent, en général, que des redites de l'année précédente. Les fédéralistes invoquaient toujours en faveur de l'union - outre l'argument de la défense - ceux du commerce, du chemin de fer inter-provincial, de la volonté de Londres. Les antis, ainsi qu'il a été dit plus haut, ne présentaient que des arguments contre le programme de leurs adversaires. Les lecteurs du Headquarters y trouvaient encore des articles concernant la perte de l'indépendance pour le Nouveau-Brunswick, la domination par le Canada, le problème de la représentation dans les Chambres, toute la question financière¹¹. Si, au moins, les avantages pouvaient compenser un peu, disait Graham¹².

9. The Headquarters, le 16 mai 1866.

10. Loc. cit.

11. Ibid., les 23 et 30 mai et le 6 juin 1866.

12. Ibid., le 6 juin 1866.

De part et d'autres, on se servait de tous les moyens possibles pour faire valoir les idées de son parti ou pour détruire celles du parti opposé. Les catholiques, en général, avaient été contre le projet au premier référendum. Cette fois, les fédéralistes ont réussi à s'allier Mgr Rogers, évêque de Chatam. Au plus fort de la campagne électorale, ce dernier publie une lettre vantant les avantages du projet confédératif et essayant de montrer que c'est un devoir d'appuyer une telle mesure:

When, therefore, a great measure calculated to develop and consolidate our Colonial prosperity as well as promote Imperial interests is proposed and earnestly recommended by the Parent State for our adoption, it is, in my opinion, one of the greatest arguments in its favor. Nay, I go further and say that, considering the past and present relationship between us and the Mother Country, it is our duty to acquiesce¹³.

Les antis y voient naturellement une manoeuvre politique. Graham écrit un long article au sujet de cette "lettre pastorale politique" dans le Headquarters du 6 juin. Il y accuse l'évêque de Chatam de se servir du prestige de son titre et de sa position pour influencer les catholiques dans un

13. The Reporter, le 25 mai 1866.

domaine qui n'est pas le sien. On devrait éviter de grouper ainsi une secte religieuse dans un parti politique. C'est dommage, d'ajouter avec humour le journaliste, que le comté de Carleton ne soit pas dans le diocèse de Chatam. On pourrait alors voir M. Connell (le candidat libéral) appuyé d'un côté, comme il l'est, du Grand Maître orangiste et de l'autre de Mgr Rogers¹⁴.

Ainsi, diverses influences jouent dans la lutte politique et les journalistes de Fredericton en sont conscients. Au moment des élections, Hogg voit l'influence acadienne dans les votes anti-fédéralistes des comtés de Westmorland, Kent et Gloucester où la population acadienne a aidé à l'élection des députés de l'opposition. La victoire fédéraliste - 33 à 8 - est cependant de nature à le réjouir. Le Headquarters, pour sa part, admet que cette victoire parle d'elle-même. L'esprit des gens a changé, écrit-il, et il est difficile de prouver quelle en est la cause exacte¹⁵.

Voilà donc la lutte terminée. Avec la nouvelle chambre ainsi formée, la Confédération est, pour ainsi dire, un fait accompli pour les gens du Nouveau-Brunswick. En moins de trois

14. The Headquarters, le 6 juin 1866.

15. Ibid., le 13 juin 1866.

semaines, une session spéciale de la Législature permet au nouveau gouvernement de faire adopter les mesures nécessaires à la réalisation de l'union confédérative. Encore là, il n'est pas question des résolutions de Québec. La Confédération ayant déjà été implicitement acceptée aux élections, on présente en Chambre une résolution voulant qu'une délégation se rende à Londres rencontrer les autorités britanniques et voir à la réalisation du projet.

Nul ne peut ignorer l'importance de cette session. Mais les points de vue diffèrent selon l'angle où l'on se place. Graham présente les faits sans trop les colorer mais en laissant quelque peu percer son désenchantement:

Though short in its duration, the summer session of 1866 will, in all probability, be remembered as the most momentous that ever took place in the Province, as the session at which thirty three of the people's representatives gave up to delegates - name and number unknown - without restriction or instruction, plenipotentiary power to alter the constitution of the Province for all time to come, and agree on terms of Union. Though short in its duration, it will be several years before the people will be able to judge whether the work was disastrous or beneficial...¹⁶.

Le Reporter, de son côté, vante le nouveau gouvernement de la

16. The Headquarters, le 11 juillet 1866.

rapidité avec laquelle il a mené les affaires et parle de l'avenir avec optimisme¹⁷.

Des délégués plénipotentiaires partiront donc pour la Grande-Bretagne où les provinces concernées verront aux détails de la nouvelle constitution avec le gouvernement de la mère-patrie.

Cette délégation, composée de Tilley, Fisher, Wilmot, Chandler, Mitchell et Johnson, fut l'objet de bien des commentaires défavorables de la part de l'opposition. Elle partait dès le 20 juillet alors que la délégation canadienne devait retarder son départ jusqu'au 14 novembre, soit quatre mois plus tard. Le Headquarters ne manque pas de critiquer le gouvernement pour ce départ hâtif¹⁸. Il voit dans le retard canadien un manque de respect pour les délégués du Nouveau-Brunswick et un signe de l'esprit de domination que le Nouveau-Brunswick aura à subir une fois la Confédération accomplie¹⁹.

Ainsi, tout ce que l'opposition avait voulu prévoir et qui semblait encore être une menace devint raison de critiquer le gouvernement. Par exemple, des paroles de Macdonald permettaient de croire qu'on s'en tiendrait au plan de Québec. Graham

17. The Reporter, le 13 juillet 1866.

18. The Headquarters, le 25 juillet 1866.

19. Ibid., le 8 août 1866.

savait que c'était encore un point sensible même chez les gens récemment convertis au fédéralisme. Il revint donc à ses anciennes prédictions à ce sujet²⁰. Plus tard il se servit de la démission de Galt pour essayer de prouver encore une fois que les Canadiens étaient toujours en difficultés politiques et que ça ne présageait rien de gai pour l'avenir²¹.

Mais les diverses critiques que Graham peut encore servir à ses lecteurs deviennent de moins en moins virulentes et surtout moins fréquentes. Les grands événements d'importance concernant la Confédération sont rapportés sans trop de commentaires: le Bill de la Confédération, la session législative du printemps 1867, la naissance du Dominion le 1er juillet. Le Headquarters, par la force des choses, perd son caractère agressif.

Le Reporter, pour sa part, a le beau rôle mais ne s'en prévaut pas outre mesure. Quand il est question, par exemple, du congé proclamé pour fêter le 1er juillet, Hogg écrit qu'il serait injuste d'imposer de grandes démonstrations de joie à ceux qui sont restés opposés à la Confédération des provinces:

To make the occasion one of general rejoicing

20. Loc. cit.

21. Ibid., le 15 août 1866.

it is desirable that all should partake in the festivities; but when we remember that all this is the result of political battle and party strife, it would be very unfair to impose a demonstration upon those who have conscientiously opposed the issue²².

Permettons-nous pour terminer un dernier parallèle entre le Reporter et le Headquarters au moment du grand événement qui marqua le dénouement de cette lutte de trois ans. Comment nos deux journalistes ont-ils vu le premier jour du nouveau Dominion? Graham, dans le Headquarters du 3 juillet, le peint de couleurs sombres disant que Fredericton n'a pris aucun air de fête pour la circonstance:

In whatever quarter of the New Dominion (now an established fact) a disposition to jollification or congratulation was evinced on Monday, it certainly was not in Fredericton. In St. John they might attempt something; in Quebec, Montreal, Hamilton, and Toronto, they may have done something; but the people here were in anything but a holiday humor²³.

Le Reporter, pour sa part, se montre assez sobre dans ses commentaires de la fête mais fait un portrait grandiose de l'événement et de l'avenir qu'il promet:

We are now fairly launched upon the sea of the

22. The Reporter, le 28 juin 1867.

23. The Headquarters, le 3 juillet 1867.

new Dominion. From Halifax to Sarnia we are one people, - one in laws, one in government, one in interests. What Nature had designed ages ago, the statemanship of men has at length accomplished, and we can now take our place among the States of the earth, proud of our inheritance. Since the grand cause of Confederation has proved successful in its establishment, it is not the time now to recount the struggles and strife which gave it birth²⁴.

Voilà donc terminée une phase importante de l'histoire du Nouveau-Brunswick. Durant cette dernière période on a pu constater que les journaux de Fredericton ont perdu graduellement de leur agressivité. Mais ils ont continué à mettre leurs lecteurs au courant des événements et jusqu'à la fin sont restés fidèles à leur option du début.

24. The Reporter, le 5 juillet 1867.

C O N C L U S I O N

Les journaux de Fredericton ont permis à leurs lecteurs de suivre le détail des événements durant les trois années qui ont précédé la Confédération. Tous les aspects importants de la question ont été abordés et quelques-uns même développés à fond.

Parmi les thèmes les mieux développés, on peut citer celui concernant l'attitude du gouvernement impérial face à la grande question de l'heure. Le Nouveau-Brunswick, province de Loyalistes, semblait attacher une importance particulière à cet aspect de la question. Dès le début de la période qui nous intéresse il recevait déjà beaucoup d'attention de la part des journaux de Fredericton. En effet, avant même la Conférence de Charlottetown, le Headquarters prévoyait que le gouvernement impérial encouragerait fortement l'union des colonies; le genre d'union, précisait Graham, qui leur faciliterait le mieux leur propre défense¹.

1. The Headquarters, le 17 août 1864.

Au moment de la Conférence de Québec, il y revint disant que ce serait un soulagement réel d'apprendre l'attitude officielle de la mère-patrie².

Le Reporter à son tour posait le même problème. Hogg prévoyait que l'union amènerait éventuellement le détachement de la Grande-Bretagne. Mais il trouvait cela tout à fait normal; comme des enfants qui ont grandi se détachent de leurs parents, ainsi les colonies devraient devenir graduellement plus indépendantes³. Le Headquarters prévoyait aussi la disparition du lien colonial comme suite normale de l'union des provinces. Mais Graham trouvait qu'on ne devait pas hâter les événements⁴.

Au printemps de 1865, Londres exprima clairement son désir de voir les colonies s'unir. Le Headquarters, à ce moment, tâcha de s'en tirer en soulignant que cela ne signifiait pas nécessairement l'approbation du plan de Québec. Il prévenait les électeurs qu'il ne fallait pas se sentir obligés d'appuyer les fédéralistes par loyauté envers la mère-patrie⁵. Graham insinuait qu'on avait trompé Londres en prétendant que les résolutions de Québec étaient le résultat d'une décision unanime⁶.

2. Ibid., le 8 octobre 1864.

3. The Reporter, le 21 octobre 1864.

4. The Headquarters, le 21 décembre 1864.

5. Ibid., le 1er mars 1865.

6. Ibid., le 1er février 1865.

Ceci d'ailleurs était la contre-partie des arguments des fédéralistes qui, faisant appel à la loyauté des gens envers la Grande-Bretagne, liaient cet aspect à celui de la défense. Faisant écho aux paroles de Cartier, Hogg écrivait même que le choix n'était nul autre que la Confédération ou l'annexion aux Etats-Unis.

Cet intérêt pour l'opinion du gouvernement impérial continua ainsi à se faire sentir dans les deux journaux à l'étude. Toute correspondance entre le secrétaire pour les Colonies et le lieutenant-gouverneur était citée, analysée et commentée. Les fédéralistes et avec eux le Reporter ne manquèrent pas de se servir de cet argument apparemment très important pour la population.

Tout en étant très influencés par l'appel à la loyauté envers la Grande-Bretagne, les gens du Nouveau-Brunswick étaient bien conscients de leurs droits. C'est ce que nous permettent de croire les journaux de Fredericton au moment de la question d'appel au peuple après la Conférence de Québec. Le Reporter avec certains politiciens fédéralistes prétendaient que la tradition britannique n'exigeait pas un référendum avant l'adoption d'une nouvelle constitution.

Les anti-fédéralistes, évidemment, soutenaient le contraire, le Headquarters disant qu'il était important de soumettre le projet au "peuple impérial"-c'est-à-dire la population - avant de demander l'approbation du gouvernement impérial.

Le même intérêt pour les droits acquis se voyait encore au moment du "coup d'Etat" du lieutenant-gouverneur, Gordon ayant accepté une recommandation du Conseil législatif sans l'approbation du chef de l'Exécutif, les anti-fédéralistes s'indignaient de l'inconstitutionnalité de ce geste et rappelaient les prérogatives d'un gouvernement responsable. Le Headquarters présenta de longs articles à ce sujet durant toute la campagne électorale de 1866.

Le problème de la défense militaire des colonies britanniques de l'Amérique du Nord devint particulièrement aigu au début des années 1860. La guerre civile américaine, l'organisation des Fénians et leurs diverses attaques aux frontières montrèrent la nécessité d'une défense bien organisée. Les colonies sentaient leurs faiblesses dans ce domaine. La Grande-Bretagne, pour sa part, n'était pas très intéressée à faire les sacrifices que cette défense exigeait. Le projet

de Confédération fut bien vu à Londres en grande partie à cause des possibilités qu'il semblait présenter d'une plus grande indépendance sur le plan militaire.

Le problème de sécurité était soulevé en particulier par les fédéralistes comme un de leurs arguments les plus forts en faveur de l'union. Le Reporter y revenait à diverses reprises. Les menaces féniennes coïncidant avec les élections partielles dans le comté de York en novembre 1865 et de nouveau lors de la campagne électorale de 1866 furent exploitées par la presse fédéraliste, et Hogg écrivit plusieurs articles à ce sujet.

Le Headquarters ne pouvait nier le danger mais il essayait de le minimiser et de tourner en ridicule le fait que les fédéralistes se servaient des attaques féniennes comme argument en faveur de leur plan. Il devait aussi, à quelques reprises, défendre les anti-fédéralistes contre les accusations de sympathiser avec les Féniens. Pour prouver la fausseté de ces accusations, il soulignait qu'un grand nombre d'anti-fédéralistes s'étaient engagés dans la milice⁷.

7. The Headquarters, le 16 mai 1866.

La dimension économique du projet de Confédération reçut aussi beaucoup d'attention pendant toute la période à l'étude. La question de commerce, de chemin de fer intercolonial, le projet de l'extension vers la frontière américaine, le traité de Réciprocité, les tarifs, le coût d'un système confédératinniste - voilà autant d'aspects qui ne pouvaient laisser la population du Nouveau-Brunswick indifférente.

Le Headquarters dans sa lutte contre le projet de Confédération insistait souvent sur l'importance d'aller vers l'union graduellement. Selon Graham, la construction du chemin de fer intercolonial et l'établissement de plus amples relations commerciales devaient précéder l'union politique. Hogg aussi, au début se disait favorable à la construction du chemin de fer avant la réalisation de l'union⁸. Faciliter ainsi le commerce entre les provinces était une nécessité qu'il y ait Confédération ou non, écrivait-il dans le Reporter⁹. Plus tard, durant la campagne électorale de 1865, le Headquarters soulignait le fait qu'aucune promesse

8. The Reporter, le 9 septembre 1864.

9. Ibid., le 8 octobre 1864.

des hommes politiques canadiens ne permettait de croire que l'on construirait le chemin de fer une fois l'union réalisée. Et comme cet argument semblait prendre de l'importance, Tilly demanda à Macdonald de donner sa parole - ce qu'il fit sans hésiter, semble-t-il. Mais Graham ne fut pas satisfait pour autant. Même si la promesse du chemin de fer faisait partie de l'Acte impérial - ce qui était fort peu probable - cela n'assurerait pas sa construction. Il resterait encore à le faire approuver par la Législature fédérale¹⁰.

Bon nombre d'anti-fédéralistes préconisaient d'abord l'extension du chemin de fer vers la frontière américaine. Le commerce avec les Etats-Unis apportait une certaine prospérité dans le sud de la province. Les journaux de Fredericton ne soulevaient pas tellement cet aspect - sans doute parce que leurs lecteurs étaient moins impliqués. Au moment de l'abrogation du traité de Réciprocité, cependant, le Reporter avec les fédéralistes soulignait le fait que le commerce avec les Etats-Unis devenait ainsi moins rentable, raison de plus

10. The Headquarters, le 15 février 1865.

d'augmenter le commerce avec les provinces britanniques voisines, par le moyen de la Confédération. Plusieurs anti-fédéralistes commencèrent à revoir leurs positions à ce moment.

Le Headquarters attirait l'attention sur les tarifs élevés du Canada et sur la nécessité d'adapter de tels tarifs advenant la Confédération. Mais dans toute la question financière Graham et Hogg ne semblaient pas vouloir s'aventurer. Ils traitaient un peu de certains aspects mais surtout en citant des extraits de discours des hommes politiques. Graham essayait de prouver que les discours des fédéralistes étaient obscurs et parfois même contradictoires.

L'opposition au projet de Confédération au Nouveau-Brunswick était en grande majorité surtout contre le mode d'union proposé et non contre l'union comme telle.

La proposition d'union des provinces maritimes ne sembla pas susciter tellement d'intérêt dans les journaux de Fredericton. Une mesure occasionnant la perte de la Législature locale n'eut pas été très populaire. D'ailleurs, les réticences de l'Ile-du-Prince-Edouard à ce sujet permettaient de croire que la réali-

sation d'un tel projet n'était pas une possibilité immédiate. De plus, durant l'été 1864, immédiatement après l'annonce de la Conférence de Charlottetown pour discuter de l'union des provinces maritimes, on apprit qu'une délégation canadienne allait y assister et songeait à proposer l'union de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord. L'attention fut donc très partagée et de plus en plus se tourna vers la proposition canadienne. C'est ce que l'on pouvait constater dans les journaux de Fredericton. Il n'y eut donc pas de grandes polémiques dans le Headquarters et le Reporter au sujet de l'union des provinces maritimes.

La possibilité d'union législative de toutes les provinces ne retint pas tellement l'attention non plus. On savait, de part et d'autres, que pour les gens du Nouveau-Brunswick et surtout la population de Fredericton et ses environs la perte de la Législature locale dans une grande union ne serait pas acceptable. Les deux journaux en question en étaient conscients et ne firent qu'exposer ces idées sans en discuter davantage.

Mais quand le plan de Confédération proposé à Québec fut connu, l'opposition commença à en critiquer les détails

et à souligner que même en admettant qu'un projet de Confédération fut désirable pour les provinces britanniques de l'Amérique du Nord, celui-ci ne répondait pas aux besoins du Nouveau-Brunswick.

Le Headquarters critiquait la clause concernant la représentation selon la population à la Chambre des communes, le nombre de sénateurs des provinces maritimes, la nomination du lieutenant-gouverneur par le gouvernement central, le contrôle du revenu des provinces. En somme, les Maritimes n'auraient pratiquement aucun pouvoir dans un tel gouvernement, soulignait Graham à plusieurs reprises. Ces arguments devinrent les points forts de l'opposition au projet durant la campagne électorale de 1865. Après la victoire anti-fédéraliste, l'éditeur du Headquarters admettait qu'on n'avait pas renoncé à la Confédération comme telle mais que des détails du plan de Québec et le fait qu'on avait voulu précipiter les choses expliquaient la défaite des fédéralistes¹¹. Le Reporter trouvait bien d'autres causes à cette défaite mais voulait assurer les gens que le projet de Confédération n'avait pas

11. The Headquarters, le 15 mars 1865.

été en jeu¹².

Les journaux de Fredericton ont donc traité de plusieurs aspects importants du projet de Confédération. Ils n'étaient pas des journaux d'envergure, on le sait, mais durant les trois années qui ont précédé la Confédération ils ont su parfois tirer avantage des arguments qui se débattaient à l'extérieur et ont sans doute aussi été influencés par ceux-ci.

En 1864, par exemple, le Headquarters prévenait les gens contre les Canadiens qui, disait-il, voulaient la Confédération pour sortir de leurs difficultés politiques. C'était une des raisons pour lesquelles Graham trouvait qu'il ne fallait pas s'engager trop vite. Le Reporter aussi était au courant des problèmes canadiens et à ce moment se montrait très prudent face aux propositions d'union fédérale. Tout dépendait, disait Hogg, des détails du plan qui serait développé.

A plusieurs reprises le Headquarters montrait ainsi son manque de confiance dans les Canadiens - par exemple quand

12. The Reporter, le 10 mars 1865.

il s'agit des promesses concernant la construction du chemin de fer. Il voyait aussi leur influence auprès des hommes politiques du Nouveau-Brunswick - influence très évidente aux conférences de Charlottetown et de Québec; et assez marquante lors des élections partielles dans le comté de York, alors que les anti-fédéralistes mettaient en avant l'argent canadien comme une des principales causes du succès fédéraliste¹³.

Le Headquarters mettait ses lecteurs au courant de ce qui se passait aussi dans les autres provinces maritimes: à Terre-Neuve où la Législature différait la décision concernant la Confédération; à l'Ile-du-Prince-Edouard où on refusait la Confédération; en Nouvelle-Ecosse surtout où après la défaite des fédéralistes au Nouveau-Brunswick, Tupper revenait à la proposition d'union des provinces maritimes. Cette fois le Reporter aussi rapportait la chose et s'en indignait parce que l'union des provinces maritimes donnerait la prépondérance à la Nouvelle-Ecosse¹⁴.

Le Reporter, en développant le thème de la grandeur du pays et de la nation advenant la Confédération se laissait

13. The Headquarters, le 15 novembre 1865.

14. The Reporter, le 31 mars 1865.

influencer entre autres par les écrits de Mgr Connolly, archevêque d'Halifax, qu'il citait longuement. Il l'était aussi sans doute par les discours des hommes politiques canadiens. Les articles de Hogg ressemblaient, en effet, aux discours qui se prononçaient au Canada dans ce domaine.

Durant les trois années qui ont précédé la Confédération, on peut remarquer que le Headquarters et le Reporter sont restés fidèles à eux-mêmes et à leurs allégeances politiques. Il est sans doute juste de dire également qu'ils ont évolué et élargi leurs horizons durant cette période. C'était sans doute le plus grand défi auquel ils avaient à faire face depuis leur fondation.